

RAPPORT 2004 SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Établi par le secrétariat de la CNUCED

Deuxième partie

COMMERCE INTERNATIONAL ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETE

Chapitre 3

COMMENT FONCTIONNE LA RELATION COMMERCE-PAUVRETÉ DANS LA PRATIQUE?



Comment fonctionne la relation commerce-pauvreté dans la pratique?

Chapitre

3

A. Introduction

Ainsi qu'il ressort de l'analyse qui vient d'être présentée, le commerce international peut à l'évidence jouer un grand rôle en faisant reculer la pauvreté dans les PMA. Cependant, il est également évident que le lien entre l'expansion des exportations et la réduction de la pauvreté n'est pas automatique, mais reste subordonné à diverses conditions tant internes qu'externes. Le présent chapitre étudie la façon dont la relation commerce-pauvreté fonctionne dans la pratique dans les PMA.

Le message essentiel à retenir est qu'en réalité, dans bon nombre de PMA, le rôle positif que le commerce pourrait jouer dans la réduction de la pauvreté ne se concrétise pas. Le principal problème de politique à surmonter pour associer commerce international et réduction de la pauvreté dans les PMA consiste à combler l'écart entre le rôle positif du commerce envisagé au chapitre précédent et la relation souvent neutre, si ce n'est négative, entre commerce et pauvreté qui, comme on le constatera ci-après prévaut actuellement dans un trop grand nombre de PMA.

En réalité, dans bon nombre de PMA, le rôle positif que le commerce pourrait jouer dans la réduction de la pauvreté ne se concrétise pas.

Trois grands domaines dans lesquels le commerce international ne fonctionne sans doute pas assez efficacement pour réduire la pauvreté dans les PMA sont ici passés en revue, à savoir les résultats commerciaux, les liens entre commerce et croissance et la forme de croissance économique associée à l'expansion des exportations. La section B examine les résultats commerciaux des PMA, en montrant en particulier le lien entre la structure et le dynamisme des exportations. Vu que les résultats commerciaux de nombreux PMA ont connu une embellie dans les années 90, la section C montre dans quelle mesure le développement des exportations est allé de pair avec une réduction de la pauvreté durant cette période. Dans les sections D et E, il est question de certains des «maillons manquants» entre la croissance des exportations et la réduction de la pauvreté: ces sections analysent, premièrement, la relation entre le commerce et le taux de croissance et, deuxièmement, la relation entre le commerce et la forme de la croissance économique. Une attention particulière est accordée dans la section E, aux différences existant entre les PMA en ce qui concerne le degré d'inégalité des revenus, l'équilibre entre demande intérieure et expansion des exportations en tant que sources de croissance économique, et l'intensité des efforts de mobilisation des ressources intérieures. La section F récapitule les principales conclusions.

B. Structure des exportations, résultats commerciaux et engrenage international de la pauvreté

La faiblesse des résultats commerciaux d'un pays est la raison la plus simple qui puisse expliquer l'effritement du lien commerce-pauvreté. Le dynamisme plus ou moins grand des exportations est étroitement lié à la structure de celles-ci.

1. ASPECTS FONDAMENTAUX DE LA STRUCTURE DES EXPORTATIONS DES PMA

La structure des exportations des PMA a été examinée en détail dans l'édition de 2002 du rapport *Les pays les moins avancés*¹. Il convient d'en rappeler ici les aspects essentiels:

Dans les PMA, le dynamisme plus ou moins grand des exportations est étroitement lié à la structure de celles-ci.

Les PMA exportateurs de produits primaires hors pétrole se caractérisent par un secteur de produits de base à faible productivité, à faible valeur ajoutée et à faible compétitivité, qui se limite généralement à un éventail restreint de produits destinés à des marchés internationaux en perte de vitesse ou peu dynamiques.

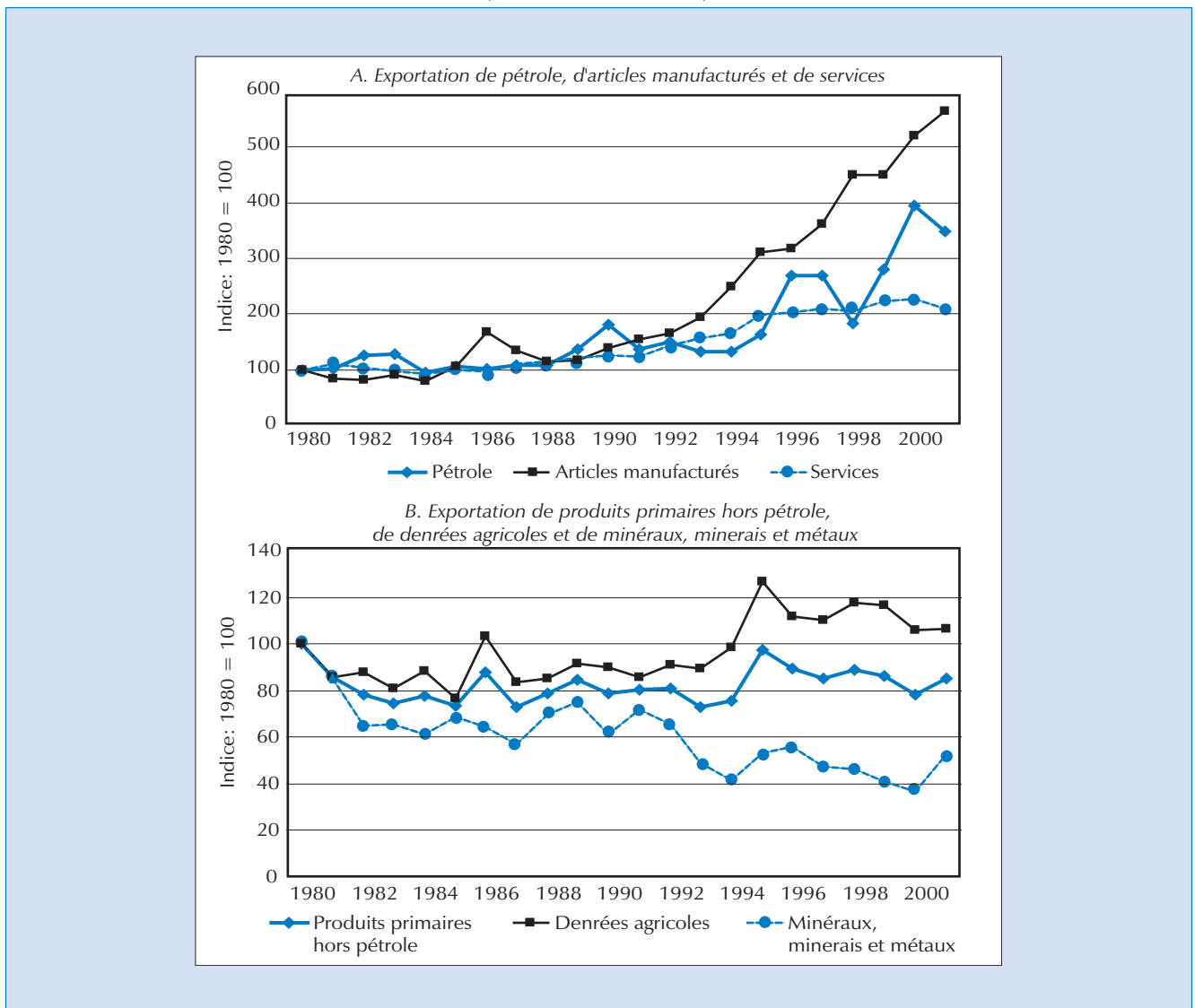
- Les exportations totales de marchandises des PMA se divisent plus ou moins également entre les produits pétroliers, les produits primaires hors pétrole et les articles manufacturés. Dans la période 1999-2001, le pétrole constituait 35 % des exportations totales de marchandises, les articles manufacturés² 33 % et les produits primaires autres que le pétrole 32 %.
- Les exportations de services représentent une part appréciable des exportations totales de biens et de services des PMA. En 1999-2001, elles comptaient pour 17 % du total.
- Sur la base d'un classement effectué à la fin des années 90, les produits primaires sont la principale source de recettes d'exportation dans 31 PMA sur 49. Quatre pays sont des exportateurs de pétrole; sept autres exportent essentiellement des ressources minérales; et 20 pays sont principalement des exportateurs de produits agricoles. Les 18 autres PMA exportent pour l'essentiel des articles manufacturés (surtout des textiles et des vêtements) ou des services (touristiques notamment), ou une combinaison des deux³.
- Il y a une grande différence entre les PMA d'Afrique et les PMA d'Asie concernant la diversification de leurs exportations d'articles manufacturés. En 1999-2001, les exportations de textiles et de vêtements constituaient 61 % des exportations totales de marchandises des PMA d'Asie et 2 % de celles des PMA d'Afrique. Les principales exceptions à la tendance générale observée en Afrique sont le Lesotho et Madagascar. Les PMA insulaires se spécialisent généralement dans les exportations de services. Cependant, les exportations de textiles et de vêtements sont également importantes au Cap-Vert et aux Maldives.
- Quelles que soient leurs principales exportations, la plupart des PMA se concentrent sur une gamme étroite de produits. Pour le groupe des PMA dans son ensemble, les trois principaux produits exportés constituaient 76 % du total des exportations de marchandises en 1997-1999.
- Les PMA exportateurs de produits primaires hors pétrole se caractérisent par un secteur de produits de base à faible productivité, à faible valeur ajoutée et à faible compétitivité, qui se limite généralement à un éventail restreint de produits destinés à des marchés internationaux en perte de vitesse ou peu dynamiques. En 1997-1999, la part des produits primaires non transformés avant l'exportation représentait, pour ce groupe de pays, 84 % du total des exportations.
- En général, les exportations d'articles manufacturés se limitent également à quelques lignes de fabrication exigeant peu de compétences dans lesquelles la concurrence s'exerce sur la base des coûts: les industries se sont souvent développées en fonction de préférences commerciales accordées par des pays développés, notamment l'Union européenne et les États-Unis, et de l'accès préférentiel aux marchés accordé en vertu d'accords multilatéraux, en l'occurrence l'Accord sur les textiles et les vêtements (communément appelé l'Arrangement multifibres) qui sera éliminé au 1^{er} janvier 2005.

2. RÉSULTATS COMMERCIAUX ENREGISTRÉS DANS LES ANNÉES 80 ET 90

Le commerce des PMA a connu, dans les années 80 et 90, deux types d'évolution. D'une part, les exportations de pétrole, d'articles manufacturés et de services se sont considérablement accrues. Comme le montre le graphique 16A, la valeur des exportations d'articles manufacturés a plus que quintuplé entre 1980 et 2001, les exportations de services ont doublé et les exportations pétrolières quasiment quadruplé. D'autre part, ces succès ont été contrebalancés par la stagnation et la diminution de la valeur des exportations de produits primaires hors pétrole. En 2001, la valeur courante des exportations de produits primaires hors pétrole des PMA était inférieure de 15 % à celle de 1980. Leurs exportations de minéraux ont brutalement reculé au cours de cette période, tandis que les exportations de denrées agricoles — après s'être redressées entre 1986 et 1995 — sont retombées à un niveau supérieur de 5 % à peine à celui de 1980 en valeur (graphique 16B). Les éléments qui ont contribué à cette piètre tenue des exportations pour les PMA tributaires des produits de base sont examinés dans l'encadré 7.

Entre 1980 et 2001, les exportations de pétrole, d'articles manufacturés et de services ont considérablement augmenté. Cependant, ces succès ont été contrebalancés par la stagnation et la baisse de la valeur des exportations de produits primaires hors pétrole.

GRAPHIQUE 16. ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS DES PMA, 1980-2001
(Indice: 1980 = 100)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après des données de la base COMTRADE de l'ONU (exportations de marchandises) et des données de la CNUCED (exportations de services).

Note: Calculs fondés sur des données en dollars courants.

ENCADRÉ 7. FACTEURS SUSCEPTIBLES D'EXPLIQUER LA PIÈTRE TENUE DES EXPORTATIONS DES PMA TRIBUTAIRES DE PRODUITS DE BASE

On peut mieux se rendre compte de la piètre tenue des exportations des PMA exportateurs de produits primaires hors pétrole en passant en revue certains des facteurs qui y contribuent directement, à savoir la baisse des prix des produits de base, la modeste part détenue par ces pays sur le marché des produits dynamiques et le manque de compétitivité.

Il est difficile de distinguer l'influence respective de ces trois facteurs. Cependant, la baisse des prix mondiaux des produits de base a été très préjudiciable à la tenue des exportations des PMA exportant ce type de produits. Entre 1980 et 2003, le prix des denrées alimentaires, y compris les boissons, a chuté de 73,3 % (s'établissant à 26,7 % de sa valeur de 1980), celui des matières premières d'origine agricole de 60,7 % (à 39,3 % de sa valeur de 1980) et celui des minéraux, minerais et métaux de 59,5 % (à 40,5 % de sa valeur de 1980). Cette baisse a atteint certaines des exportations les plus importantes pour les pays les moins avancés. Au premier semestre de 2003, le cours du café représentait à peine 17 % de sa valeur de 1980, celui du coton 33 % et celui du cuivre 42 %.

Le tassement des prix des produits de base s'est traduit par une déperdition sensible de ressources¹. Dans le tableau 1 de l'encadré, on s'est efforcé de quantifier l'effet direct des variations des prix des produits de base sur les exportations des PMA en calculant quelle aurait été la valeur des exportations des PMA en 2001 si les prix mondiaux de certains produits pour lesquels des données sont disponibles étaient restés les mêmes qu'en 1980. Le tableau montre que les PMA auraient pu tirer 1,2 milliard de dollars de plus de l'exportation de ces produits si leur prix n'avait pas diminué. Cela correspond à une majoration de 12,6 % par rapport à la valeur de ces produits en 2001. Les PMA exportateurs de café auraient pu encaisser 312 millions de dollars en plus et les PMA exportateurs de coton 386 millions en plus. Les exportations de minéraux, minerais et métaux auraient procuré un surcroît de recettes de 715 millions de dollars, chiffre supérieur de 25,1 % environ à celui de 2001.

L'une des principales raisons pour lesquelles les pays tributaires de produits de base ont du mal à parvenir à une croissance soutenue des exportations est que, au niveau mondial, les exportations de produits de ce type ne progressent guère. Cela tient en partie à la baisse des prix, mais également à la faiblesse de la demande d'importation. D'après des estimations du CCI, il semble que 12 % seulement des produits primaires exportés par les PMA en 1998 étaient des produits «dynamiques», pour lesquels la demande mondiale d'importation augmentait plus rapidement que la moyenne. En revanche, 70 % des articles manufacturés exportés par les PMA se classaient parmi les produits dynamiques.

Cependant, les PMA exportateurs de produits de base exportent non seulement des produits pour lesquels les taux de croissance des exportations mondiales sont très bas, mais perdent également des parts de marché dans certains de leurs secteurs d'exportation. Le tableau 1 de l'encadré présente des estimations de l'incidence directe des pertes de parts de marché pour différents produits primaires. Il est à noter que ces pertes peuvent ne pas être liées à un manque de compétitivité, mais tiennent plutôt au fait que, dans les groupes de produits considérés, certains sont plus dynamiques que d'autres sur le marché. Cela dit, les tendances constatées s'avèrent intéressantes.

Si la part des PMA dans les exportations mondiales de denrées alimentaires, de matières premières d'origine agricole et de minéraux, minerais et métaux mentionnés dans le tableau était restée la même en 2001 qu'en 1980, la valeur de leurs exportations de produits primaires hors pétrole aurait atteint 14,8 milliards de dollars au lieu de 9,3 milliards de dollars (tableau 1 de l'encadré). Les principales pertes de recettes d'exportation sont dues à une réduction de la part de marché détenue dans les exportations de denrées alimentaires et de minéraux et métaux, contribuant pour moitié environ aux pertes totales de recettes d'exportation dans les deux cas. Les chiffres ne font apparaître qu'une faible perte de part de marché dans les exportations de matières premières d'origine agricole. Dans ces grands groupes de produits de base, il y a à la fois des succès et des revers. Dans les exportations de denrées alimentaires, les PMA ont gagné des parts de marché en ce qui concerne le poisson, le froment et le sucre, mais ont beaucoup perdu dans les secteurs du cacao, du café, des fruits, du riz et des huiles végétales et graines oléagineuses. Dans les exportations de matières premières d'origine agricole, ils ont gagné des parts de marché pour le coton brut, les produits ligneux ainsi que le jute et le sisal, mais leur part s'est sensiblement amenuisée en ce qui concerne le tabac et le caoutchouc. Parmi les minéraux, ils ont subi d'importantes pertes de part de marché dans les exportations de minerai et de cuivre qui, ensemble, comptent pour 68 % environ des pertes totales de part de marché des produits considérés. En revanche, leur part s'est accrue sur le marché de l'aluminium et de l'or.

Si l'on ventile ces données, elles font apparaître des aspects positifs dans la tenue des exportations des PMA exportateurs de produits primaires hors pétrole. L'amélioration des résultats à l'exportation obtenus dans les années 90 et le coup de frein donné à la marginalisation de ces pays tiennent au fait qu'ils ont commencé à gagner des parts de marché pour un certain nombre de produits. Cependant, la tenue globale de leurs exportations reste précaire, car ils exportent surtout des produits pour lesquels la croissance des importations mondiales est soit en baisse, soit inférieure à la moyenne.

Enfin, le tableau 1 de l'encadré donne une estimation de ce qu'aurait été la valeur des produits exportés par les PMA en 2001 dans les secteurs considérés s'ils avaient conservé la part qu'ils détenaient en 1980 dans les exportations mondiales et si les prix mondiaux étaient restés au même niveau qu'en 1980. Ce simple changement d'hypothèses fait abstraction de l'éventuel surcroît de production et d'investissement qui aurait pu se produire si les prix n'avaient pas diminué. Cependant, une telle analyse donne à penser que, sans perte de parts de marché ni baisse des prix mondiaux, les exportations de produits primaires hors pétrole des PMA auraient totalisé 16,7 milliards de dollars plutôt que 9,3 milliards. Cette différence équivaut à 3,8 % environ du PIB des PMA pour 2001.

¹ Il convient de rappeler à cet égard que la Banque mondiale (2000) a estimé que les pertes cumulées des pays non exportateurs de pétrole de l'Afrique subsaharienne (non compris l'Afrique du Sud) dues aux mouvements défavorables des termes de l'échange durant la période 1970-1997 représentaient 119 % du PIB combiné de ces pays pour 1997 et 51 % des apports cumulés nets de ressources vers ces pays. Autrement dit, la détérioration des termes de l'échange liée aux baisses des prix des produits de base équivalait à la moitié de la valeur des entrées totales de capitaux dans ces pays pour la période considérée.

Encadré 7 (suite)

TABLEAU 1. ESTIMATIONS DES PERTES HYPOTHÉTIQUES DE RECETTES D'EXPORTATION SUBIES PAR LES PMA POUR CERTAINS PRODUITS, 1980-2001

Produits et groupes de produits	Indicatifs correspondants de la CTCI Rev.2	Valeur effective des exportations 2001 Millions de dollars	Scénario 1: Si la part des PMA dans les exportations mondiales était restée au niveau de 1980				Scénario 2: Si les prix des produits de base sur les marchés mondiaux étaient restés au niveau de 1980			Scénario 3: Si la part des PMA et les prix des produits de base étaient restés au niveau de 1980		
			Valeur hypothétique des exportations des PMA en 2001 Millions de dollars	Pertes de recettes d'exportation ^b (=valeur effective moins valeur hypothétique des exportations) Millions de dollars % de la valeur effective des exportations		Valeur hypothétique des exportations des PMA en 2001 Millions de dollars	Pertes de recettes d'exportation ^b (=valeur effective moins valeur hypothétique des exportations) Millions de dollars % de la valeur effective des exportations		Valeur hypothétique des exportations des PMA en 2001 Millions de dollars	Pertes de recettes d'exportation ^b (=valeur effective moins valeur hypothétique des exportations) Millions de dollars % de la valeur effective des exportations		
				Millions de dollars	% de la valeur effective des exportations		Millions de dollars	% de la valeur effective des exportations		Millions de dollars	% de la valeur effective des exportations	
Produits primaires hors pétrole^a		9 290,2	14 798,5	5 508,3	59,3	10 460,1	1 169,9	12,6	16 683,8	7 393,6	79,6	
Produits alimentaires, boissons, huiles		3 290,8	5 347,6	2 056,8	62,5	3 821,0	530,2	16,1	6 370,9	3 080,1	93,6	
Boissons		613,0	1 768,5	1 155,5	188,5	911,8	298,8	48,7	2 746,5	2 133,5	348,0	
Cacao et produits dérivés	072, 073	27,7	321,0	293,3	1 060,3	42,9	15,2	55,1	497,8	470,1	1 699,6	
Café et succédanés	071	443,6	1 208,1	764,5	172,3	755,1	311,5	70,2	2 056,4	1 612,9	363,6	
Thé et maté	074	141,8	239,5	97,7	68,9	113,8	-27,9	-19,7	192,3	50,5	35,7	
Produits alimentaires		2 345,6	2 980,7	635,1	27,1	2 455,6	109,9	4,7	2 799,2	453,5	19,3	
Bananes et autres fruits	057	186,4	808,7	622,3	333,8	82,5	-104,0	-55,8	357,7	171,3	91,9	
Bœuf et autres viandes	011, 012, 014	37,1	85,7	48,6	130,9	45,7	8,6	23,3	105,6	68,5	184,6	
Poissons	034-037	1 562,1	1 289,4	-272,7	-17,5	1 617,1	54,9	3,5	1 334,8	-227,4	-14,6	
Maïs	044	32,0	61,3	29,3	91,6	38,6	6,6	20,6	73,9	41,9	131,1	
Piments et autres légumes	054	239,0	328,4	89,4	37,4	192,4	-46,6	-19,5	264,4	25,4	10,6	
Riz	042	36,8	291,0	254,2	690,1	59,0	22,2	60,2	466,2	429,4	1 165,9	
Sucre et produits dérivés	061, 062	228,7	113,2	-115,4	-50,5	388,4	159,7	69,9	192,3	36,4	15,9	
Froment	041, 046	23,5	3,1	-20,4	-86,7	31,9	8,4	35,7	4,3	-19,2	-81,9	
Graines oléagineuses et huiles végétales		333,2	598,3	266,1	80,1	453,6	121,4	36,5	825,3	493,1	148,4	
Graines oléagineuses, y compris les fèves de soja	222, 223	235,7	339,2	103,5	43,9	315,3	79,5	33,7	453,7	218,0	92,5	
Huiles, y compris l'huile de lin	423, 424	96,5	259,1	162,7	168,6	138,3	41,9	43,4	371,6	275,1	285,1	
Matières premières d'origine agricole		3 156,6	2 868,0	-288,6	-9,1	3 081,9	-74,7	-2,4	2 846,6	-310,0	-9,8	
Textiles		1 291,4	1 086,6	-204,8	-15,9	1 723,5	432,1	33,5	1 442,4	151,0	11,7	
Coton, brut	263	831,5	624,4	-207,0	-24,9	1 217,0	385,6	46,4	914,0	82,5	9,9	
Coton, manufacturé	652	97,1	135,5	38,4	39,5	142,2	45,0	46,4	198,4	101,2	104,2	
Jute	264	59,4	50,4	-8,9	-15,1	56,3	-3,1	-5,1	47,8	-11,5	-19,4	
Sisal et autres textiles	651, 659	300,8	265,9	-34,8	-11,6	304,6	3,9	1,3	269,4	-31,4	-10,4	
Laine	268	2,6	10,3	7,7	289,6	3,3	0,7	24,6	12,8	10,2	385,6	
Bois		937,7	557,0	-380,6	-40,6	657,4	-280,3	-29,9	389,6	-548,1	-58,5	
Bois, brut	245-248	862,8	508,2	-354,6	-41,1	619,7	-243,1	-28,2	365,0	-497,8	-57,7	
Contreplaqué et autres ouvrages en bois	634, 635	74,9	48,8	-26,0	-34,8	37,7	-37,2	-49,7	24,6	-50,3	-67,2	
Autres		927,5	1 224,3	296,8	32,0	701,0	-226,5	-24,4	1 014,6	87,1	9,4	
Peaux de bovins et autres, brutes	211	125,6	198,6	73,0	58,1	91,8	-33,8	-26,9	145,1	19,5	15,5	
Peaux de bovins et autres, préparées	611, 612	377,8	399,0	21,2	5,6	276,1	-101,7	-26,9	291,6	-86,2	-22,8	
Caoutchouc, brut	232, 233	36,4	140,7	104,3	286,3	57,4	21,0	57,6	221,7	185,3	508,8	
Caoutchouc, manufacturé	621, 625, 628	10,4	24,8	14,4	139,2	16,3	6,0	57,6	39,1	28,7	277,0	
Tabac	121, 122	377,4	461,3	83,9	22,2	259,4	-118,0	-31,3	317,1	-60,3	-16,0	
Minéraux, minerais et métaux		27, 28, 68	2 842,8	6 582,9	3 740,1	131,6	3 557,3	714,5	25,1	7 466,3	4 623,5	162,6
Minéraux			60,6	116,7	56,1	92,6	62,4	1,8	2,9	120,1	59,5	98,3
Phosphate naturel et autres minéraux	271	60,6	116,7	56,1	92,6	62,4	1,8	2,9	120,1	59,5	98,3	
Minerais			971,5	2 562,5	1 591,0	163,8	1 058,7	87,2	9,0	2 792,6	1 821,1	187,5
Minerais, bruts (fer, mang., tungst. compris)	281,282,287	697,5	1 637,4	939,9	134,7	760,1	62,6	9,0	1 784,3	1 086,9	155,8	
Minerais, ouvrés (fer, mang., tungst. compris)	67,689,699	274,0	925,2	651,2	237,7	298,6	24,6	9,0	1 008,2	734,2	268,0	
Métaux			3 784,6	2 793,9	282,0	1 157,6	167,0	16,9	4 366,6	3 375,9	340,8	
Aluminium	684	387,7	6,4	-381,3	-98,4	451,6	63,8	16,5	7,4	-380,3	-98,1	
Cuivre	682	601,8	3 576,9	2 975,1	494,4	704,7	102,9	17,1	4 188,5	3 586,7	596,0	
Plomb	685	0,4	5,7	5,3	1 348,7	0,5	0,1	21,2	6,9	6,5	1 656,3	
Nickel	683	0,4	0,5	0,1	24,6	0,5	0,0	9,8	0,6	0,2	36,8	
Étain	687	0,2	1,3	1,1	652,4	0,3	0,1	-67,1	2,2	2,0	1 157,5	
Zinc	686	0,2	193,8	193,6	117330,8	0,1	0,0	-16,9	161,1	160,9	97 506,1	
Métaux précieux			820,0	119,1	-701,0	-85,5	1 278,6	458,5	55,9	187,0	-633,0	-77,2
Or	971	811,0	109,0	-702,0	-86,6	1 263,3	452,3	55,8	169,8	-641,2	-79,1	
Argent	681	2,1	3,1	1,0	49,4	3,7	1,6	78,7	5,6	3,5	166,9	
Bijoux d'or, d'argent, etc.	897	6,9	6,9	0,0	0,3	11,5	4,6	67,2	11,6	4,7	67,7	

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après des données de la base COMTRADE de l'ONU, et du *Bulletin des prix des produits de base* de la CNUCED, divers numéros.

Note: Les produits pris en considération dans le *Bulletin des prix des produits de base* de la CNUCED ne correspondent pas toujours à ceux qui figurent dans la base de données COMTRADE de l'ONU au niveau des indicatifs à trois chiffres de la CTCI, révision 2. La classification par groupes de produits est également différente dans les deux bases de données. Il se peut que les choix opérés pour faire cadrer les deux bases de données aient entraîné tant une surévaluation qu'une sousévaluation des chiffres. Le *Bulletin des prix des produits de base* de la CNUCED classe les contreplaqués et le sisal parmi les matières premières d'origine agricole, alors que la base de données COMTRADE de l'ONU les classe parmi les articles manufacturés. Ils figurent ici sous la rubrique matières premières d'origine agricole. Cependant, comme le contreplaqué (indicatif 634 de la CTCI) a été classé comme une matière première d'origine agricole, les autres ouvrages en bois n.d.a. (indicatif 635 de la CTCI) ont eux aussi été rangés parmi les matières premières agricoles. Les autres articles manufacturés se caractérisant par leur forte teneur en matières brutes d'après la CTCI ont également été inclus, aux fins de la présente analyse, dans le groupe des matières premières. Au moment où il a été procédé à la présente analyse, le *Bulletin des prix des produits de base* de la CNUCED fournissait des données sur les prix des produits de base pour le premier semestre de 2003, alors que la base de données COMTRADE de l'ONU ne contenait suffisamment de données sur le commerce que jusqu'en 2001. Si les données sur les prix de 2003 avaient été appliquées au volume des exportations de 2001, le manque à gagner associé aux baisses de prix des produits primaires hors pétrole considérés aurait été de 4,91 milliards de dollars au lieu de 1,17 milliard.

a Les valeurs des différents agrégats correspondent à la somme des variations de la valeur des produits considérés dans le tableau.

b Le signe moins signifie que les recettes d'exportation ont augmenté au lieu de diminuer.

Il n'y aurait rien à redire à ces deux aspects de l'évolution du commerce dans les PMA — stagnation et baisse des exportations de produits hors pétrole, d'une part, et, de l'autre, expansion des exportations d'articles manufacturés, de services et de pétrole — s'ils s'équilibraient pour chaque pays. Or, dans la pratique, tel n'est pas le cas. Les principaux exportateurs de pétrole parmi les PMA sont l'Angola, la Guinée équatoriale, le Soudan (depuis 2000) et le Yémen; les principaux exportateurs d'articles manufacturés sont le Bangladesh, le Cambodge, Haïti, le Lesotho, Madagascar, le Myanmar, le Népal et la République démocratique populaire lao; enfin, les principaux exportateurs de services sont le Cap-Vert, les Comores, Djibouti, la Gambie, les Maldives, le Samoa, Tuvalu et Vanuatu. Ce sont essentiellement ces pays qui ont contribué à l'évolution relativement positive des exportations constatée dans les années 90 pour le groupe des PMA. La majorité des PMA — 27 sur 49 — exporte des produits primaires autres que le pétrole. Les taux de croissance de leurs exportations ont été nettement plus faibles, et également plus instables.

Le tableau 30 montre les divers résultats obtenus à cet égard. Il fait notamment apparaître une bien meilleure tenue des exportations des PMA dans les années 90. En valeur réelle par habitant, les exportations totales de biens et de services de ce groupe de pays ont à peine progressé dans les années 80, passant de 15 dollars par habitant en 1979-1981 à 16 dollars par habitant en 1989-1991. En fait, pour cette période, les exportations réelles par habitant ont stagné ou diminué dans 25 des 43 PMA pour lesquels des données sont disponibles (à savoir 58 % des cas). Or, pendant la décennie suivante, les exportations totales de biens et de services du groupe des PMA se sont considérablement accrues en termes réels par habitant. Entre 1989-1991 et 1999-2001, elles ont augmenté d'un tiers environ, atteignant 21 dollars par habitant. Dans les années 90, les exportations réelles par habitant ont stagné ou diminué dans huit seulement des 44 pays (soit 18 % des cas). En revanche, elles ont plus que doublé dans 16 PMA (tableau 30).

Le tableau d'ensemble s'avère certes plus positif, mais les PMA exportant des produits primaires autres que le pétrole demeurent un sujet de préoccupation. Sur les six exportateurs de minéraux pour lesquels on dispose de données dans toutes les périodes, quatre ont accusé une baisse en valeur réelle des exportations par habitant en 1999-2001 par rapport à 1979-1981, tandis que dans les deux autres, les exportations réelles par habitant étaient inférieures à la fin des années 90 à ce qu'elles étaient au début de la décennie. Certains exportateurs de produits agricoles ont nettement amélioré leurs résultats à l'exportation dans les années 90. Cependant, parmi ces exportateurs, les exportations réelles par habitant en fin de décennie étaient, dans 6 des 17 pays en question, soit inférieures à leur niveau de 1979-1981, soit d'une valeur sensiblement équivalente, et ce en dépit de l'embellie affichée au cours de cette décennie (tableau 30).

L'autre moyen de décrire la tenue des exportations des PMA consiste à déterminer leur part dans les exportations mondiales de biens et de services. En 2001, celle-ci se chiffrait à 0,63 %, soit 31 % de moins qu'en 1980. La diminution de leur part, processus souvent qualifié de marginalisation des PMA dans le commerce mondial, tient au fait que leurs exportations progressent plus lentement que les exportations mondiales⁴. Les résultats semblent s'être améliorés dans les années 90 dans la mesure où la marginalisation des PMA dans le commerce mondial s'est constamment accentuée de 1980 à 1994, mais où leur part dans les exportations mondiales a en fait cessé de décroître depuis 1994.

TABLEAU 30. EXPORTATIONS RÉELLES DE BIENS ET DE SERVICES DES PMA, PAR PAYS,
1979–1981, 1989–1991 ET 1999–2001
(Moyenne annuelle par habitant, dollars constants de 1995)

	1979–1981	1989–1991	1999–2001
Exportateurs de produits primaires			
<i>Exportateurs de denrées agricoles</i>			
Afghanistan	14,6	4,4	..
Bénin	24,0	38,1	42,2
Bhoutan	17,4	50,7	61,2
Burkina Faso	13,4	7,5	10,3
Burundi	5,3	5,7	12,8
Érythrée	..	..	7,9
Éthiopie	5,9	5,8	6,4
Guinée-Bissau	11,2	8,1	24,3
îles Salomon	154,6	139,0	178,5
Kiribati	114,3	74,2	..
Malawi	17,3	14,9	17,3
Mali	11,3	14,3	29,2
Mauritanie	77,1	77,1	68,7
Ouganda	13,4	5,3	19,2
République-Unie de Tanzanie	11,3	6,3	13,5
Rwanda	10,7	10,5	7,0
Sao Tomé-et-Principe	72,5	26,4	42,2
Somalie	9,1	..	..
Tchad	7,4	15,2	10,2
Togo	40,3	31,8	34,4
<i>Exportateurs de minéraux</i>			
Guinée	31,8	44,7	37,2
Libéria	92,5	..	..
Niger	24,5	12,5	10,9
République centrafricaine	18,0	21,1	15,5
Rép. dém. du Congo	12,8	23,5	15,8
Sierra Leone	40,2	31,1	0,2
Zambie	99,9	64,7	75,0
<i>Exportateurs de pétrole</i>			
Angola	74,4	124,1	181,6
Guinée équatoriale	35,5	48,9	891,7
Soudan	13,9	8,5	16,7
Yémen	31,1	23,1	69,3
Exportateurs d'articles manufacturés et/ou de services			
<i>Exportateurs d'articles manufacturés</i>			
Bangladesh	3,0	5,9	17,7
Cambodge	..	..	48,9
Haïti	16,6	8,6	21,5
Lesotho	22,8	25,5	59,1
Madagascar	25,1	18,0	18,4
Myanmar	6,5	4,0	19,3
Népal	6,1	7,7	19,8
Rép. dém. pop. lao	5,0	11,1	38,6
<i>Exportateurs de services</i>			
Cap-Vert	15,4	37,2	103,7
Comores	30,1	30,6	35,3
Djibouti	..	..	53,7
Gambie	47,9	40,4	42,7
Maldives	102,8	233,4	547,3
Samoa	62,5	112,6	198,9
Tuvalu	..	..	..
Vanuatu	264,9	217,0	309,5
<i>Exportateurs d'articles manufacturés et de services</i>			
Mozambique	8,4	4,8	19,6
Sénégal	64,2	58,2	69,3
PMA	15,2	15,8	21,1

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après le *Manuel de statistiques* de la CNUCED, 2003, pour les données sur les exportations de biens et de services en dollars courants; et Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM, pour les coefficients déflateurs des exportations de biens et de services.

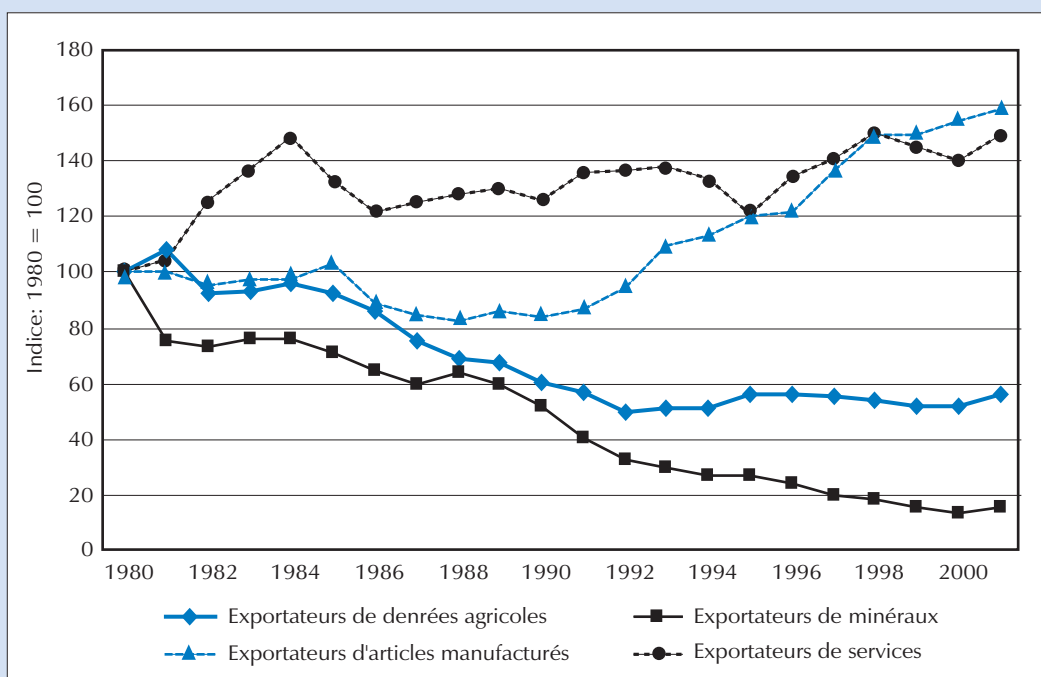
Note: Pas de données disponibles pour l'Afghanistan, le Cambodge, Djibouti, Kiribati, l'Ouganda et la Somalie. Les données sur les exportations ont été déflatées par les coefficients déflateurs dérivés de données de la Banque mondiale sur les exportations de biens et de services (*Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM). Pour tous les pays pour lesquels aucun coefficient déflateur ne pouvait être calculé, des déflateurs régionaux ont été appliqués. Pour les îles Salomon, le Myanmar, la République démocratique populaire lao et le Samoa, le déflateur utilisé est celui de la région Asie orientale/Pacifique; pour le Bhoutan et le Népal, celui de la région de l'Asie du Sud; pour l'Angola, le Cap-Vert, la Guinée, la Guinée équatoriale, le Libéria, les Maldives, la République centrafricaine, la République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe, le Soudan et le Yémen, celui de l'Afrique subsaharienne. Ce dernier a également été appliqué au Yémen, bien que la Banque mondiale considère ce pays comme faisant partie de la région Moyen-Orient/Afrique du Nord. Cependant, aucun déflateur n'a pu être calculé pour cette région. Le déflateur utilisé pour les pays les moins avancés est celui qui a été retenu pour le groupe des pays à faible revenu.

Le graphique 17 montre la part des différents sous-groupes de PMA dans les exportations mondiales de biens et de services entre 1980 et 2001. Il apparaît clairement que les seuls sous-groupes qui soient parvenus à enrayer le processus de marginalisation sont les PMA qui opèrent une diversification dans les exportations d'articles manufacturés et, d'une façon moins soutenue, les exportateurs de services. Depuis 1990, la part des exportateurs d'articles manufacturés dans le commerce mondial est passée de 16 % au-dessous du niveau de 1980 en 1990 à 58 % au-dessus de ce niveau en 2001. Les PMA qui exportent surtout des produits agricoles ont temporairement accru leur part dans les exportations mondiales de biens et de services dans la période 1992-1995, mais cette tendance ascendante s'est ensuite interrompue. En 2001, leur part représentait à peine 56 % de celle qu'ils détenaient en 1980. Les PMA exportant des minéraux ont continué d'afficher de piètres résultats à l'exportation. En 2001, leur part dans les exportations mondiales de biens et de services représentait à peine 16 % de ce qu'elle était en 1980 (graphique 17).

Si les parts de marché détenues par les PMA en 1980 étaient restées constantes, leurs recettes d'exportation en 2001 auraient été supérieures de 44 %. Ce sont essentiellement les PMA exportateurs de produits primaires hors pétrole qui ont pâti de ce manque à gagner.

On peut se faire une idée de l'importance économique de ces variations en procédant à une estimation de ce que les exportations du groupe des PMA, considéré globalement, auraient été si les PMA n'avaient pas perdu ainsi des parts de marché⁵. Selon un tel calcul, les recettes d'exportation auraient atteint en 2001 68,5 milliards de dollars au lieu de 47,7 milliards, soit 44 % de plus. La différence (20,8 milliards de dollars) aurait majoré de 153 % le montant des décaissements nets d'APD de 2001. Ce sont essentiellement les PMA exportateurs de produits primaires hors pétrole qui ont pâti de ce manque à gagner.

GRAPHIQUE 17. ÉVOLUTION DE LA PART DES DIFFÉRENTS SOUS-GROUPES DE PMA DANS LES EXPORTATIONS MONDIALES DE BIENS ET DE SERVICES, 1980-2001



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM.

Note: Les calculs se fondent sur 16 exportateurs de denrées agricoles, 6 exportateurs de minéraux, 5 exportateurs d'articles manufacturés et 6 exportateurs de services parmi les PMA pour lesquels des données étaient disponibles. Pour la classification des PMA en fonction de la spécialisation de leurs exportations, voir l'annexe au chapitre 1 de la première partie.

Lorsque les résultats à l'exportation laissent à désirer, la capacité d'importation s'en ressent. Le graphique 18 fait apparaître l'évolution des exportations et des importations entre 1980 et 2002 dans les PMA, regroupés en fonction de leur spécialisation à l'exportation. Il montre que, mis à part les exportateurs de pétrole, tous les groupes de PMA accusent de manière chronique d'importants déficits commerciaux. Il en ressort également que l'évolution des importations ne suit pas exactement celle des exportations. Mais à long terme, ce sont les exportateurs d'articles manufacturés, de services et de pétrole qui ont le plus accru leurs importations.

Entre 1990 et 2002, la valeur courante des importations des exportateurs de produits primaires hors pétrole a augmenté de 2,8 milliards de dollars tandis que la valeur courante des importations des exportateurs d'articles manufacturés a progressé de 10 milliards de dollars (voir le graphique 18). Si l'on considère les chiffres par habitant, le contraste est encore plus frappant. Les importations par habitant ont, entre 1990 et 2002, reculé de 11,3 dollars dans les pays exportateurs de produits primaires hors pétrole et augmenté de 31 dollars dans les pays exportateurs d'articles manufacturés. Parmi les exportateurs de produits primaires hors pétrole, il y a également une nette différence entre les exportateurs de minéraux et les exportateurs de denrées agricoles. Entre 1990 et 2002, la valeur courante des produits importés par les exportateurs de minéraux a baissé de 1,5 milliard de dollars, tandis que la valeur courante des produits importés par les exportateurs de denrées agricoles a crû de 4,3 milliards de dollars. Cependant, après un bond en 1993-1996, les importations des pays exportant des denrées agricoles n'ont guère augmenté et leur valeur par habitant a en fait fléchi, passant de 72 dollars en 1996 à 65 dollars en 2001.

3. L'ENGRENAGE INTERNATIONAL DE LA PAUVRETÉ

Il est très difficile de réduire la pauvreté dans un PMA si les exportations ne progressent pas, ou ne progressent que très lentement, et si la capacité d'importation est très limitée. On pourrait donc s'attendre à ce que les disparités des résultats commerciaux constatées parmi les PMA soient associées à des disparités dans l'incidence de la pauvreté. De fait, la dépendance à l'égard des produits primaires va généralement de pair, dans ces pays, avec l'incidence de la pauvreté à 1 dollar par jour.

Comme l'ont montré les données présentées dans l'édition de 2002 du rapport *Les pays les moins avancés*, 69 % de la population des PMA exportant des produits primaires autres que le pétrole vivaient, en 1997-1999, avec moins d'un dollar par jour, la proportion étant supérieure à 80 % dans les PMA exportant des minéraux (graphique 19). La part de la population vivant avec moins d'un dollar par jour était en moyenne inférieure dans les PMA exportant des services (43 %), tandis que, dans les PMA qui ont réussi à diversifier leur économie en exportant des articles manufacturés, l'incidence de l'extrême pauvreté était encore plus basse (25 %). Dans l'ensemble, l'incidence de l'extrême pauvreté a en outre été plus persistante dans les PMA tributaires de produits de base. Dans les pays exportant des minéraux, l'incidence de la pauvreté à un dollar par jour est passée en moyenne de 61 % à 82 % entre 1981-1983 et 1997-1999 (graphique 19). Cependant, les chiffres varient suivant les sous-groupes, notamment pour les années 90.

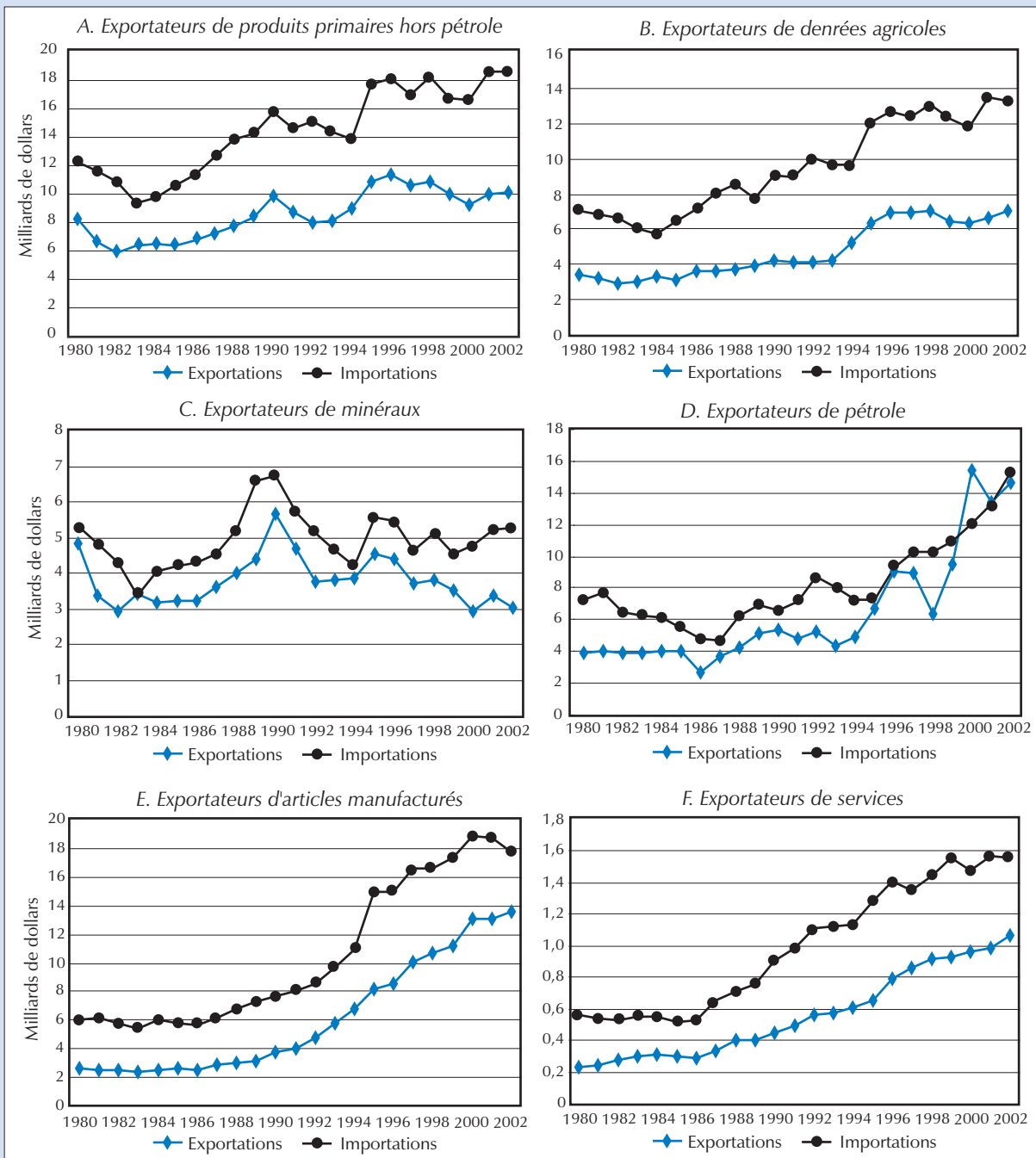
Cette relation générale entre la dépendance à l'égard des produits de base et l'incidence de l'extrême pauvreté s'explique tant par l'effet de la structure des

Lorsque les résultats à l'exportation laissent à désirer, la capacité d'importation s'en ressent.

Il est très difficile de réduire la pauvreté dans un PMA si les exportations ne progressent pas, ou ne progressent que très lentement, et si la capacité d'importation est très limitée.

Dans l'ensemble, l'incidence de l'extrême pauvreté a en outre été plus forte et plus persistante dans les PMA tributaires de produits de base.

GRAPHIQUE 18. ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS DE BIENS ET DE SERVICES DES DIFFÉRENTS SOUS-GROUPES DE PMA, 1980-2002



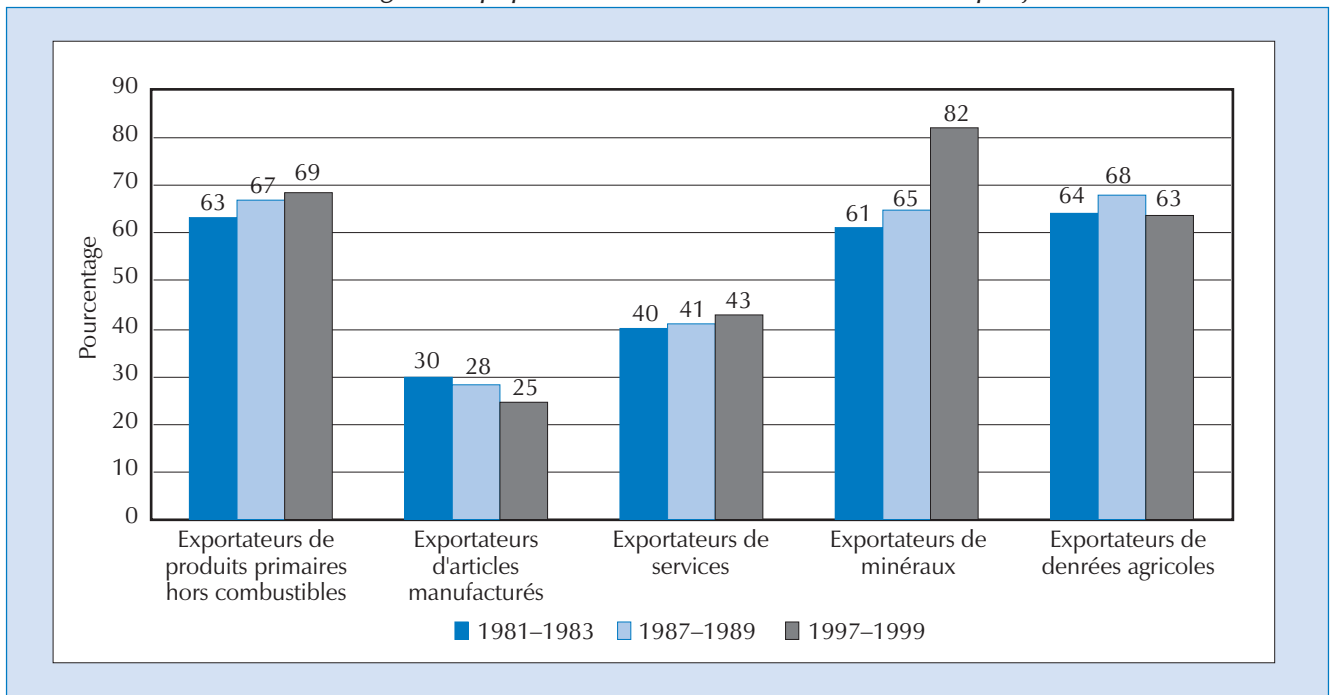
Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après des données de la CNUCED sur le commerce de marchandises et de services.

Note: Les calculs sont fondés sur 23 exportateurs de produits primaires hors pétrole (16 exportateurs de denrées agricoles et 7 exportateurs de minéraux), 4 exportateurs de pétrole, 7 exportateurs d'articles manufacturés et 6 exportateurs de services parmi les PMA pour lesquels des données étaient disponibles.

exportations sur les résultats commerciaux que par les difficultés que de nombreux pays tributaires de ces produits ont éprouvées pour lancer et entretenir la croissance. Au vu de leur évolution globale depuis les années 80, la situation s'est certes améliorée depuis le milieu des années 90, mais force est de constater que l'économie de bon nombre de PMA tributaires de produits de base s'est caractérisée par une stagnation ou une régression, ou par de brefs épisodes de croissance suivis d'un effondrement de l'activité parfois provoqué

GRAPHIQUE 19. INCIDENCE DE L'EXTRÊME PAUVRETÉ DANS DIFFÉRENTS SOUS-GROUPES DE PMA, 1981-1983, 1987-1989 ET 1997-1999

(Pourcentage de la population vivant avec moins d'un dollar par jour)



Source: CNUCED (2002: 124, graphique 36A).

par une catastrophe naturelle, une crise de légitimité se soldant par des conflits civils dans des cas extrêmes, ou une forme ou une autre de choc extérieur.

Un tel état de choses tient au fait que beaucoup de PMA tributaires de produits de base sont enfermés dans un engrenage international de la pauvreté. Comme on l'a vu au chapitre précédent, les pays très pauvres sont tous pris au niveau intérieur dans des cercles vicieux liés les uns aux autres qui ne font que perpétuer un cycle de stagnation économique et de pauvreté de masse. L'intégration dans l'économie mondiale — que ce soit par le biais du commerce, de l'investissement, des importations de technologie, des flux financiers ou de la circulation des personnes et des idées — peut grandement les aider à en sortir. Cependant, la forme de l'intégration doit s'y prêter. Dans le cas des PMA tributaires de produits de base, la forme d'intégration n'est guère favorable. En fait, le commerce extérieur et les relations financières renforcent les cercles vicieux internes perpétuant la pauvreté, au lieu de les briser. C'est dans ce sens que le piège de la pauvreté peut être qualifié d'international.

La faiblesse des résultats commerciaux contribue dans une large mesure à ce piège international de la pauvreté. Cela dit, la dépendance à l'égard des produits primaires est liée à la pauvreté non seulement par le biais du commerce, mais également par la façon dont de mauvais résultats commerciaux vont de pair avec l'endettement extérieur, et dont l'endettement extérieur est lui-même lié à l'accès aux capitaux extérieurs privés et au degré d'efficacité de l'aide. En sus de la croissance poussive des exportations, ainsi que des fortes secousses extérieures dues à l'instabilité des prix des produits de base, la dette extérieure des pays exportateurs de produits primaires autres que le pétrole a atteint des niveaux intenable. En 1998-2000, avant que l'initiative PPTE renforcée commence à alléger sensiblement leur dette, tous les PMA exportant des produits primaires sauf le Bhoutan, l'Érythrée, les Îles Salomon et l'Ouganda avaient un endettement extérieur considéré comme excessif selon les normes internationales définies par cette initiative⁶. À mesure que la dette —

La dépendance à l'égard des produits primaires est liée à la pauvreté non seulement par le biais du commerce, mais également par la façon dont de mauvais résultats commerciaux vont de pair avec l'endettement extérieur, et dont l'endettement extérieur est lui-même lié à l'accès aux capitaux extérieurs privés et au degré d'efficacité de l'aide.

principalement contractée envers des créanciers publics — s'alourdissait, l'aide versée a eu de plus en plus souvent pour objet, implicitement ou explicitement, d'assurer le service de la dette publique, ce qui a inévitablement réduit l'impact de l'aide sur le développement. Cependant, l'endettement est également un des facteurs qui ont contribué à rendre les PMA moins attrayants pour les investisseurs et les prêteurs étrangers privés, d'où une dépendance accrue à l'égard des apports de capitaux publics.

Toute réduction de la pauvreté nécessite donc un effort concerté visant à échapper à cet engrenage international (voir l'édition de 2002 du rapport *Les pays les moins avancés*). De meilleurs résultats commerciaux, ainsi qu'une capacité accrue d'importation, sont assurément des conditions nécessaires. Cependant, il reste à déterminer si la croissance des exportations, à elle seule, s'avérera suffisante.

La dépendance à l'égard des produits primaires est liée à la pauvreté non seulement par le biais du commerce, mais également par la façon dont de mauvais résultats commerciaux vont de pair avec l'endettement extérieur, et dont l'endettement extérieur est lui-même lié à l'accès aux capitaux extérieurs privés et au degré d'efficacité de l'aide.

C. Croissance des exportations et réduction de la pauvreté

1. ÉVOLUTION GLOBALE DANS LES ANNÉES 90

Même s'il est très difficile de réduire la pauvreté dans un PMA lorsque les exportations ne progressent pas et que de lourdes contraintes pèsent sur la capacité d'importation, cela ne signifie pas que l'inverse soit vrai — à savoir que la croissance des exportations permettra d'atténuer la pauvreté. L'amélioration de la tenue des exportations constatée dans de nombreux PMA à partir de la fin des années 80 et au cours de la décennie suivante en fournit l'illustration. La présente section porte sur la question de savoir dans quelle mesure la croissance des exportations va de pair avec une réduction de la pauvreté dans les PMA.

L'analyse se fonde sur les graphiques figurant dans l'annexe au présent chapitre. Ceux-ci montrent les tendances observées dans la consommation privée moyenne par habitant (en dollars PPA de 1985) et les exportations réelles au cours des deux dernières décennies dans tous les PMA pour lesquels des données étaient disponibles. Sur la base des courbes de pauvreté du chapitre précédent, l'évolution de la consommation privée moyenne par habitant sera utilisée, comme indicateur supplétif du sens de la variation de l'incidence de la pauvreté à 1 dollar par jour et à 2 dollars par jour (voir l'encadré 8). Une telle approche ne fournit pas d'estimations quantitatives précises de l'incidence et de l'ampleur de la pauvreté ni du nombre de pauvres. Cependant, vu l'étroite relation entre la consommation privée moyenne par habitant et l'incidence de la pauvreté à 1 et 2 dollars par jour dans des pays se trouvant au niveau de développement des PMA, elle permet de déterminer les pays et les périodes dans lesquels la croissance des exportations semble aller de pair avec une réduction, une stagnation ou une accentuation de la pauvreté. Si les hausses de la consommation privée moyenne par habitant sont substantielles et persistantes, l'incidence de la pauvreté à 1 et 2 dollars par jour aura certainement tendance à diminuer. Si la consommation privée moyenne n'évolue guère, l'incidence de la pauvreté sera moins susceptible de diminuer. Si la consommation privée moyenne par habitant décroît, l'incidence de la pauvreté risque alors d'augmenter.

Les graphiques de l'annexe montrent que, dans 19 PMA sur 32 pour lesquels des séries chronologiques suffisamment longues sont disponibles, la

ENCADRÉ 8. ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION PRIVÉE MOYENNE PAR HABITANT EN TANT QU'INDICATEUR SUPPLÉTIF DE L'ÉVOLUTION DE LA PAUVRETÉ

Dans le présent chapitre et les deux suivants, l'évolution de la consommation privée par habitant (en dollars PPA constants de 1985) est utilisée comme indicateur supplétif de l'évolution de la pauvreté. Une telle approche est envisageable dans le cas des PMA parce que, sur le plan statistique, la consommation privée moyenne par habitant est étroitement liée à l'incidence de la pauvreté à 1 et 2 dollars par jour dans les pays d'Afrique et d'Asie ayant une consommation privée inférieure à 2 400 dollars par an (en dollars PPA de 1985), comme on l'a vu au chapitre précédent. Compte tenu de ce lien, on peut utiliser les données relatives à la consommation privée moyenne par habitant pour analyser l'évolution générale à long terme de la pauvreté, sans entrer toutefois dans les controverses statistiques quant au niveau précis de pauvreté dans tel ou tel pays. Suivant cette approche, on a également pu tirer parti des estimations les plus complètes et les plus à jour de la consommation privée dans les PMA provenant de la Penn World Table version 6.1, qui ont été publiées pendant que le rapport de 2004 était en cours d'élaboration.

Un indicateur supplétif contient moins d'informations que l'objet qu'il est censé mesurer. La relation entre la consommation moyenne privée par habitant et la pauvreté n'étant pas linéaire (voir le chapitre précédent, graphique 9), une hausse de la consommation privée par habitant peut être associée à une réduction plus au moins grande de la pauvreté suivant les PMA. Or, l'indicateur supplétif ne permet pas d'en rendre compte.

En outre, la relation statistique entre la consommation privée moyenne par habitant et l'incidence de la pauvreté correspond à une régularité empirique à long terme qui est fondée sur un échantillon de PMA et d'autres pays à faible revenu à partir de données portant sur différentes années. Elle montre le profil typique de la relation qu'on serait censé obtenir si un pays affichait une croissance soutenue de la consommation privée par habitant. Cela dit, il se peut que la tendance précise observée à court terme en matière de pauvreté diverge du profil à long terme. De telles divergences entre la relation à court terme et la relation à long terme peuvent être observées. Dans certains cas, elles donnent à penser que l'inégalité des dépenses de consommation s'accroît plus rapidement qu'on ne pourrait s'y attendre si le pays suivait exactement l'évolution à long terme. Cependant, même si ce processus ralentit la baisse de l'incidence de la pauvreté liée à l'accroissement de la consommation privée, force est de constater que, dans tous les PMA pour lesquels on dispose de données d'analyse permettant de dégager des tendances, la progression de la consommation privée par habitant a été associée à une diminution de l'incidence de la pauvreté, et vice versa.

L'autre argument de poids qui pourrait plaider contre l'utilisation de la consommation privée moyenne par habitant en tant qu'indicateur supplétif de la pauvreté est qu'elle comporte des erreurs de mesure et qu'elle englobe également des éléments autres que la consommation des ménages, notamment la consommation des institutions à but non lucratif (Deaton, 2004: 36). D'importantes erreurs de mesure figurent néanmoins dans les moyennes tirées des enquêtes sur les ménages et celles-ci excluent des éléments tels que la valeur locative imputée des immeubles occupés par leurs propriétaires, qui sont pris en considération dans les estimations de la comptabilité nationale. Le lecteur devra garder cette différence à l'esprit. En tout état de cause, comme on l'a indiqué plus haut (encadré 6), le rapport de 2004 part du principe que les estimations de la pauvreté établies d'après les données de la comptabilité nationale sont aussi plausibles que celles qui sont fondées sur les enquêtes auprès des ménages, et que les données sur la consommation privée provenant de la comptabilité nationale sont à prendre en considération.

En fin de compte, l'analyse de l'évolution des PMA en matière de développement, de commerce et de pauvreté est toujours fondée sur des statistiques imparfaites. L'objectif consiste à tirer le meilleur parti possible de ce dont on dispose afin d'identifier et d'explicitier les tendances qui se dégagent. Tel est l'objectif poursuivi dans la présente analyse.

consommation privée moyenne par habitant était en 2000 moindre qu'en 1980, ce qui est un symptôme de la «panne de croissance» examinée dans la section précédente. En revanche, dans la quasi-totalité des PMA pour lesquels une série chronologique suffisamment longue est disponible — 23 pays sur 25 — les exportations de biens et de services étaient, en 2001, supérieures à celles de 1980. Même si l'instabilité des exportations rend l'analyse relativement complexe, l'on constate un «décollage des exportations» plus ou moins spectaculaire dans bon nombre de ces pays au cours des deux dernières décennies. Ce décollage, qui se manifeste soit par une accélération de la croissance des exportations, soit par un renversement de la tendance à la baisse des exportations, est survenu, suivant les pays, approximativement aux dates suivantes (d'après les graphiques de l'annexe):

- Accélération de la croissance des exportations: 1985 et 1994 au Bangladesh; 1996 au Bénin; 1996 au Burundi; 1992 au Cap-Vert; 1994 en Guinée; 1993 en Guinée équatoriale; 1993 et 1998 en Guinée-Bissau; 1990 au Lesotho; 1998 à Madagascar; 1995 au Malawi; 1988 et 1996 au Mali; 1997 en Mauritanie; 1990 au Mozambique; 1987 et

1995 au Myanmar; 1993 en Ouganda; 1994 au Sénégal; 1998 au Soudan; 1995 en Zambie.

- Renversement de la tendance à la baisse des exportations: 1990 au Bénin; 1998 aux Comores; 1994 en République démocratique du Congo; 1992 en Éthiopie; 1988 à Madagascar; 1993 en Mauritanie; 1994 au Niger; 1994 au Rwanda; 1996 à Sao Tomé-et-Principe; 1990 en Zambie.

Les causes de l'essor des exportations varient selon les pays. Dans certains pays, cet essor est lié au développement des exportations de nouveaux articles manufacturés ou de nouveaux services, ou à l'exploitation de ressources minérales ou pétrolières. Dans d'autres, la cause réside dans une réforme d'orientation. Cela étant, il est intéressant de savoir dans quelle mesure l'expansion des exportations va de pair avec une augmentation de la consommation privée moyenne par habitant. Les graphiques font apparaître un schéma récurrent de fortes hausses des exportations s'accompagnant de variations insignifiantes, voire de baisses de la consommation privée par habitant. De tels cas de figure sont ici qualifiés de situations de «croissance des exportations sans réduction de la pauvreté» ou, lorsque la consommation privée moyenne par habitant diminue de façon appréciable, de situations où le commerce a un «effet appauvrissant».

On observe un schéma récurrent de fortes hausses des exportations s'accompagnant de variations insignifiantes, voire de baisses de la consommation privée par habitant.

Le tableau 31 récapitule les différentes situations observées dans les PMA pour lesquels les données sont disponibles pour les périodes 1990-1995 et/ou 1995-2000. Les observations (par pays et par période) sont classées en six groupes selon que les exportations ont augmenté ou diminué au cours de la période considérée et que la consommation privée par habitant a progressé de plus de 1 % par an, a régressé de plus de 1 % par an, ou a faiblement augmenté ou diminué (entre +1 % et -1 % par an). Un certain nombre de tendances se dégagent des données du tableau 31:

- Des taux de croissance négative des exportations apparaissent seulement dans 15 cas sur 66.
- La consommation privée moyenne par habitant progresse de plus de 1 % par an dans un seul des 15 cas faisant apparaître des taux de croissance négative des exportations.
- Cependant, sur les 51 cas se caractérisant par des taux de croissance positive des exportations, la consommation privée moyenne par habitant progresse également de plus de 1 % par an dans 22 cas.
- Dans 18 cas sur les 51 qui font apparaître des taux de croissance positive des exportations, la consommation privée moyenne par habitant régresse de plus de 1 % par an.

Ces constatations donnent à penser qu'une croissance positive des exportations est indispensable pour réduire la pauvreté, mais que l'expansion des exportations ne garantit pas un recul de ce fléau. De fait, les cas de croissance des exportations s'accompagnant d'une réduction de la pauvreté sont moins fréquents dans les PMA que les cas de croissance des exportations sans réduction de pauvreté et d'effet commercial appauvrissant. Pour les années 90, le commerce a effectivement un effet appauvrissant dans un tiers des cas.

Un des aspects positifs de l'évolution constatée est que les cas de croissance des exportations associée à une augmentation de la consommation privée moyenne par habitant sont plus nombreux dans la période 1995-2000 que

TABLEAU 31. CLASSEMENT DES PMA EN FONCTION DE LEURS TAUX RÉELS DE CROISSANCE DE LA CONSOMMATION PRIVÉE PAR HABITANT ET DES EXPORTATIONS DE BIENS ET DE SERVICES, 1990–1995 ET 1995–2000

		Taux réel de croissance, par an, de la consommation privée par habitant (dollars PPA de 1985)						
		Supérieur à 1 %		Compris entre -1 % et 1 %		Inférieur à -1 %		
Taux réel de croissance des exportations de biens et de services par an (%)	Positive	Bangladesh	1990-1995	Bénin	1990-1995	Angola	1990-1994	
		Érythrée ^a	1992-1995	Cap-Vert	1990-1995	Burundi	1990-1995	
		Éthiopie	1990-1995	Malawi	1990-1995	Comores	1990-1995	
		Guinée	1990-1995	Rép.-Unie de Tanzanie	1990-1995	Guinée équatoriale	1990-1995	
		Guinée-Bissau	1990-1995	Burkina Faso	1995-2000	Lesotho	1990-1995	
		Mauritanie	1990-1995	Cambodge ^a	1995-2000	Madagascar	1990-1995	
		Myanmar ^a	1990-1995	Éthiopie	1995-2000	Mali	1990-1995	
		Ouganda	1990-1995	Mali	1995-2000	Mozambique	1990-1995	
		Yémen ^a	1990-1995	Myanmar ^a	1995-2000	Tchad	1990-1995	
		Zambie	1990-1995	Niger	1995-1999	Vanuatu ^a	1990-1995	
		Bangladesh	1995-2000	Zambie	1995-2000	Burundi	1995-2000	
		Bénin	1995-2000			Guinée-Bissau	1995-2000	
		Cap-Vert	1995-2000			Lesotho	1995-2000	
		Gambie	1995-2000			Maldives ^a	1995-2000	
		Guinée	1995-2000			Rép. dém. du Congo	1995-2000	
		Guinée équatoriale	1995-2000			Rép.-Unie de Tanzanie	1995-2000	
	Madagascar	1995-2000			Sao Tomé-et-Principe	1995-2000		
	Malawi	1995-2000			Yémen ^a	1995-2000		
	Mozambique	1995-2000						
	Ouganda	1995-2000						
	Rwanda	1995-2000						
	Sénégal	1995-2000						
		Negative	Togo	1995-2000	Burkina Faso	1990-1995	Niger	1990-1995
					Gambie	1990-1995	Rép. dém. du Congo	1990-1995
					Mauritanie	1995-2000	Rwanda	1990-1995
							Sao Tomé-et-Principe	1990-1995
							Sénégal	1990-1995
							Sierra Leone	1990-1995
							Togo	1990-1995
							Comores	1995-2000
							Érythrée ^a	1995-2000
							Sierra Leone	1995-2000
					Tchad	1995-2000		

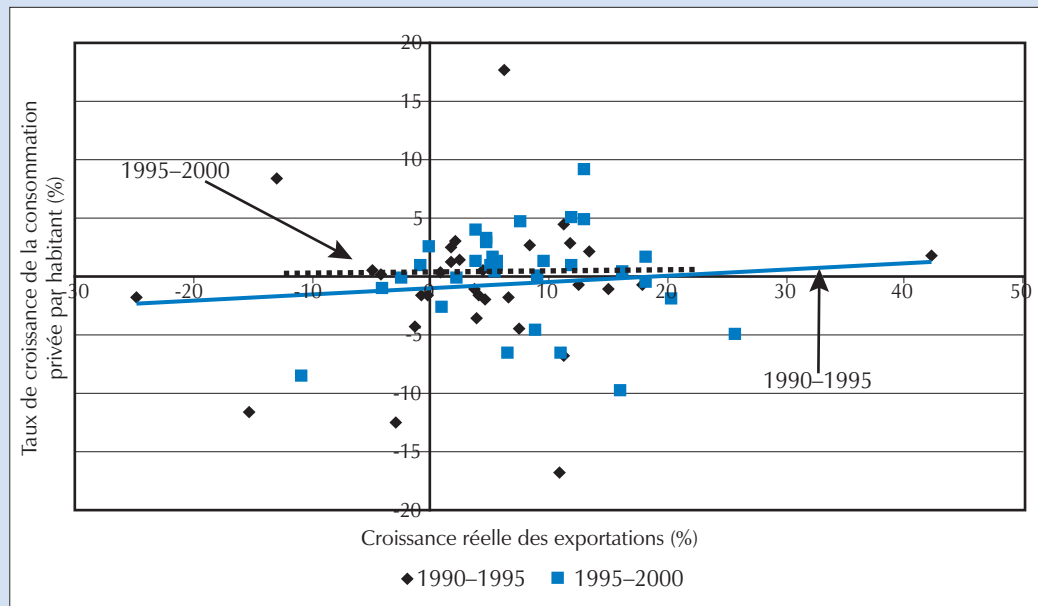
Source: Classification du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM; et Heston, Summers et Aten (2002).

Note: Les pays mentionnés en *italique* sont ceux qui affichent une croissance atone mais négative de la consommation privée par habitant.

- ^a Faute de données, le taux de croissance réel de la consommation privée par habitant a été calculé sur la base de données exprimées en unités monétaires locales constantes.

dans la période 1990-1995 (graphique 20). En outre, si l'on divise simplement les pays entre ceux dans lesquels la consommation privée moyenne par habitant augmente et ceux dans lesquels elle diminue, la croissance des exportations s'accompagne d'une hausse de la consommation privée par habitant dans 59 % de cas (30 sur 51). Cependant, comme le montre le graphique 20, on n'observe aucune relation statistiquement significative entre la croissance des exportations et la croissance de la consommation privée moyenne par habitant dans la première moitié des années 90 ni dans la seconde. De surcroît, ainsi qu'il est indiqué dans le dernier chapitre, tout porte à croire qu'une réduction de l'incidence de la pauvreté à 1 dollar par jour dans les PMA nécessite une croissance soutenue et substantielle de la consommation privée moyenne par habitant. Parmi les 51 cas de croissance positive des exportations, on ne

GRAPHIQUE 20. RELATION ENTRE LA CROISSANCE RÉELLE DES EXPORTATIONS ET LA CROISSANCE DE LA CONSOMMATION PRIVÉE PAR HABITANT (EN DOLLARS PPA DE 1985) DANS LES PMA, 1990-2000
(Taux annuel moyen de croissance, en pourcentage)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM; et Heston, Summers et Aten (2002).

Note: Le coefficient de corrélation linéaire de Pearson entre la croissance réelle des exportations et la croissance de la consommation privée par habitant était de $P = 0,1$ pour la période 1990-1995 et de $P = 0,02$ pour la période 1995-2000. La relation n'est statistiquement significative au niveau de 10 % dans aucun des cas. La Guinée équatoriale et la Sierra Leone ont été exclues de l'échantillon car elles faisaient apparaître des valeurs aberrantes. Le taux de croissance des exportations est calculé en dollars constants de 1995.

compte que trois pays — Bangladesh, Guinée et Ouganda — dans lesquels les taux de croissance de la consommation privée moyenne ont été supérieurs à 1 % par an tant en 1990-1995 qu'en 1995-2000.

2. FRÉQUENCE DES CAS DANS LESQUELS CROISSANCE DES EXPORTATIONS N'ÉGALE PAS RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

La pauvreté s'est accentuée dans bon nombre de pays exportateurs de minéraux en raison de leurs mauvais résultats commerciaux.

L'on observe une croissance des exportations sans réduction de la pauvreté et un effet appauvrissant du commerce dans un large éventail de pays, indépendamment de la structure de leurs exportations. En bonne logique, ces phénomènes devraient se produire tant dans les pays exportant du pétrole que dans ceux qui exportent des minéraux, où la croissance des exportations et de l'activité économique est parfois concentrée dans une enclave. En réalité, la pauvreté s'est accentuée dans bon nombre de pays exportateurs de minéraux en raison de leurs mauvais résultats commerciaux. Cela étant, des taux de croissance réels des exportations supérieurs à 5 % par an au Niger et en Zambie pour la période 1995-2000 vont de pair avec une progression très lente de la consommation privée moyenne par habitant — inférieure à 1 % par an dans l'un et l'autre cas — et la République démocratique du Congo est, pour la même période, un cas où le commerce a eu un effet appauvrissant. Dans ce pays, une croissance des exportations de 11,1 % par an s'accompagne d'une baisse de la consommation privée moyenne par habitant de 6,6 % par an.

Parmi les exportateurs de pétrole, le commerce a eu un effet appauvrissant, en Angola et en Guinée équatoriale dans la première moitié des années 90 ainsi qu'au Yémen dans la seconde moitié de la décennie. Tant le Yémen (1990-1995) que la Guinée équatoriale (1995-2000) semblent être des cas où la croissance des exportations est allée de pair avec une réduction de la pauvreté. Or, dans chacun de ces cas, les exportations de pétrole ont massivement augmenté alors que la croissance de la consommation restait très en retrait. L'expérience de la Guinée semble être la plus favorable parmi les exportateurs de minéraux. Cependant, les éléments présentés à la section F du chapitre 5 donnent à penser que la consommation privée par habitant y a faiblement progressé en raison du lien ténu existant entre le secteur minier à forte intensité de capital et le reste de l'économie.

Les PMA exportant des matières premières agricoles font apparaître un tableau disparate dénotant tant des différences dans les résultats à l'exportation que dans le caractère plus ou moins inclusif de la croissance des exportations, ce qui tient à la fois à l'organisation de la production (plantations ou petits exploitants), aux modalités d'accès des agriculteurs aux facteurs de production (crédit, terres et main-d'œuvre), à l'évolution de la productivité et des prix, au pouvoir de négociation des agriculteurs vis-à-vis des négociants et des entreprises de transformation, et au lien entre le développement des cultures d'exportation et les prix des denrées alimentaires. Parmi les pays dont les exportations ont fait un bond spectaculaire dans les années 90 mais dont le niveau de consommation privée par habitant ne s'est guère amélioré, il convient de mentionner l'Éthiopie (1995-2000), le Mali (1995-2000) et la République-Unie de Tanzanie (1990-1995). Dans ces pays, les taux de croissance des exportations dans les périodes indiquées ont été de 9,2 %, 11,9 % et 17,8 % par an respectivement, mais la consommation privée moyenne par habitant a stagné en Éthiopie, n'a augmenté que de 0,9 % par an au Mali et a diminué de 0,7 % par an en République-Unie de Tanzanie. Le Burundi est un des cas dans lesquels le commerce a eu un effet appauvrissant dans les deux périodes considérées et cet effet a également été constaté au Tchad (1990-1995), au Mali (1990-1995), à Sao Tomé-et-Principe (1995-2000), en Guinée-Bissau (1995-2000) et en République-Unie de Tanzanie (1995-2000) (voir l'encadré 9). Dans trois de ces cas (Mali, Guinée-Bissau et Sao Tomé-et-Principe), le taux de croissance des exportations dans la période considérée était supérieur à 5 % par an. L'Ouganda sort du lot en tant qu'exemple positif de pays dont les exportations ont augmenté tandis que la pauvreté ne cessait de régresser. Le Malawi a également connu une croissance des exportations associée à une réduction de la pauvreté en 1995-2000 mais la tendance observée vers la fin de cette période ne semblait plus aussi favorable (voir les graphiques de l'annexe).

On pourrait penser que la relation commerce-pauvreté devrait s'avérer plus positive dans les pays exportant des articles manufacturés ou des services que dans les autres groupes de pays. Les exportateurs d'articles manufacturés et de services ont affiché de meilleurs résultats à l'exportation et les canaux par lesquels la croissance des exportations peut déboucher sur une amélioration des revenus et de la consommation semblent plus directes que dans les pays ayant une économie fondée sur les ressources minérales et le pétrole (où les institutions qui encadrent la distribution des rentes jouent un rôle crucial) et les pays agricoles (où les moyens de répercuter au niveau des exploitations les gains procurés par le commerce peuvent être aléatoires).

Parmi les exportateurs de services, la croissance des exportations est allée de pair avec une réduction de la pauvreté au Cap-Vert et en Gambie au cours de la

Les PMA exportant des matières premières agricoles font apparaître un tableau disparate dénotant tant des différences dans les résultats à l'exportation que dans le caractère plus ou moins inclusif de la croissance des exportations.

L'Ouganda sort du lot en tant qu'exemple positif de pays dont les exportations ont augmenté tandis que la pauvreté ne cessait de régresser.

ENCADRÉ 9. LE "PARADOXE MICRO-MACRO" DE LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

Des économistes tanzaniens ont décrit la situation de leur pays, où les résultats macroéconomiques se sont améliorés dans les années 90, et surtout à partir du milieu de la décennie, sans réduction connexe de la pauvreté, comme un exemple du paradoxe micro-macro. En examinant les éléments susceptibles d'être considérés comme les chaînons manquants entre la croissance macroéconomique et la réduction de la pauvreté au niveau microéconomique, Wuyts (2003) met en évidence cinq aspects importants de la relation entre commerce, croissance et pauvreté en République-Unie de Tanzanie.

Premièrement, la croissance du PIB a été de l'ordre de 3 à 6 % par an entre 1991 et 2001 mais la population s'est accrue de 2,8 % par an, d'où un taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant de 0,8 % seulement. Même avec des hypothèses optimistes quant à l'élasticité globale de la réduction de la pauvreté par rapport au PIB par habitant, l'effet sur la réduction de la pauvreté aurait été modeste, d'autant que l'inégalité des revenus s'est légèrement accentuée au cours de la période en question.

Deuxièmement, le volume des exportations s'est accru de près de 10 % par an pour les biens et les services et de 7,8 % pour les biens en 1987-2001. Cependant, en raison de variations défavorables des termes de l'échange, le pouvoir d'achat des exportations a moins progressé (de 7,2 % par an pour les biens et les services et de 4 % pour les biens uniquement). En volume, les importations de biens et de services ont augmenté de 2,4 % seulement par an dans la période 1987-2001 et les importations de biens de 1,6 %. En effet, compte tenu des mouvements des termes de l'échange, les efforts accrus de production n'ont pas produit une augmentation correspondante de la capacité d'importation.

Troisièmement, pour les principales cultures marchandes exportables, la croissance des exportations en volume a été relativement lente, de l'ordre de 3,6 % par an en moyenne pour la période 1987-2001. La dégradation des termes de l'échange fait que le pouvoir d'achat de ces cultures a en fait diminué de 1 % par an au cours de la période considérée, ce qui est d'une importance considérable en matière de réduction de la pauvreté. C'est un des éléments qui permettent de comprendre pourquoi la pauvreté n'a pas sensiblement régressé dans les zones rurales au cours de cette période en dépit de la forte croissance des exportations. L'indice des prix des cultures de rapport s'établissait en 2001 à 54 % à peine de ce qu'il était en 1994. La chute des prix à l'exportation comme le recul de la production ont laminé les revenus des collectivités rurales.

Quatrièmement, la croissance rapide des exportations observée dans les années 90 s'est accompagnée de profonds changements dans leur composition. La part des articles manufacturés dans les exportations totales de marchandises a été ramenée de 24 % en 1990 à 7 % en 2001. Durant la même période, l'importance relative des produits agricoles et des minéraux dans les exportations de marchandises s'est inversée. Entre 1994 et 2001, la part des premiers est passée de 65 % à 28 %, et celle des seconds de 17 % environ à 39 %. Depuis le milieu des années 90, la part des services, touristiques notamment, dans les exportations totales de biens et de services est passée de 20 % environ à 43-48 % des recettes totales d'exportation.

Cinquièmement, même si les industries extractives et le tourisme sont devenus les nouveaux moteurs de la croissance dans l'économie tanzanienne, les cultures commerciales restent un moyen de subsistance nettement plus important pour la population que l'une ou l'autre de ces branches d'activité. Par conséquent, les effets exercés par les secteurs en expansion sur l'emploi et le revenu n'ont sans doute pas été suffisants pour contrebalancer l'effet négatif de la chute des prix internationaux des produits agricoles sur le revenu rural.

Wuyts en conclut que «pour réduire effectivement la pauvreté, il convient de déterminer comment un pays tel que la Tanzanie peut tirer parti avec réalisme et opérer une transformation dynamique des avantages comparatifs dont elle dispose en vue d'améliorer la productivité et le niveau de vie au lieu de déployer toujours plus d'efforts pour un résultat incertain» (Wuyts, 2003: 28).

Source: Wuyts, 2003.

période 1995-2000. Cependant, les Comores (1990-1995), Vanuatu (1990-1995) et les Maldives (1995-2000) sont des exemples flagrants de pays où le commerce a eu un effet appauvrissant. Leurs exportations ont progressé de 7,7 %, 3,7 % et 8,9 % par an, respectivement, mais la consommation privée par habitant a diminué de 4,5 %, 1,1 % et 4,6 % par an, respectivement.

En ce qui concerne les exportateurs d'articles manufacturés, le Bangladesh affiche de bons résultats tant sur le plan de la croissance des exportations que sur celui de la consommation privée par habitant, mais comme en Ouganda, le taux de croissance de la consommation est nettement en retrait par rapport à l'accroissement des exportations. Au Cambodge (1995-2000), une croissance des exportations de 18,3 % par an s'accompagne d'une diminution de la consommation privée par habitant de 0,6 % par an. Le Lesotho semble avoir connu une situation d'appauvrissement lié au commerce dans les deux périodes, les exportations progressant de 11,2 % par an en 1990-1995 et

6,6 % par an en 1995-2000, et la consommation privée par habitant baissant de 6,8 % et de 6,5 % par an au cours des mêmes périodes. Madagascar est un exemple intéressant de pays qui a diversifié son activité pour exporter des articles manufacturés dans les années 90. Dans la première moitié de cette période, le commerce a eu un effet appauvrissant, mais dans la seconde, une croissance des exportations de 4 % par an a été associée à une hausse de la consommation privée par habitant de 1 % par an.

D. La relation commerce-croissance

Deux éléments peuvent expliquer que la croissance des exportations ne s'accompagne pas souvent d'une réduction de la pauvreté dans les PMA. Premièrement, il se peut que la croissance des exportations ne favorise pas une croissance économique suffisamment soutenue pour réduire sensiblement la pauvreté. Deuxièmement, la croissance économique peut ne pas avoir un caractère suffisamment solidaire (inclusif) pour relever le revenu moyen des ménages et leur consommation. Le premier de ces éléments est examiné ci-après.

1. EXPORTATIONS ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La relation entre croissance des exportations et croissance de la production varie suivant les pays et les périodes. La partie A du graphique 21 montre la relation entre croissance des exportations et croissance du PIB dans les PMA et d'autres pays en développement dans les années 90. Dans l'ensemble, comme on pourrait s'y attendre dans la mesure où les exportations sont une composante du PIB dans la comptabilité nationale, il y a une relation positive entre les deux variables: plus le taux de croissance des exportations est élevé, plus le PIB augmente. Cependant, le lien entre les deux variables est un peu plus étroit dans les autres pays en développement que dans les PMA. Il convient de noter également que le surplus de croissance du PIB lié au surplus de croissance des exportations est analogue dans les PMA et dans les autres pays en développement. La pente des deux courbes de tendance qui représentent la relation moyenne est en effet similaire. Cependant, quel que soit le taux de croissance des exportations, il va de pair avec un taux de croissance de la production légèrement plus bas dans les PMA.

Cela est très important car une des conditions nécessaires de la réduction de la pauvreté est que la croissance économique doit être assez rapide pour permettre une augmentation du PIB par habitant. La croissance démographique est généralement plus forte dans les PMA qu'ailleurs et, dans ces conditions, bien que l'accroissement des exportations stimule celui de la production, il se peut que la progression de celle-ci ne soit pas assez rapide pour améliorer le PIB par habitant.

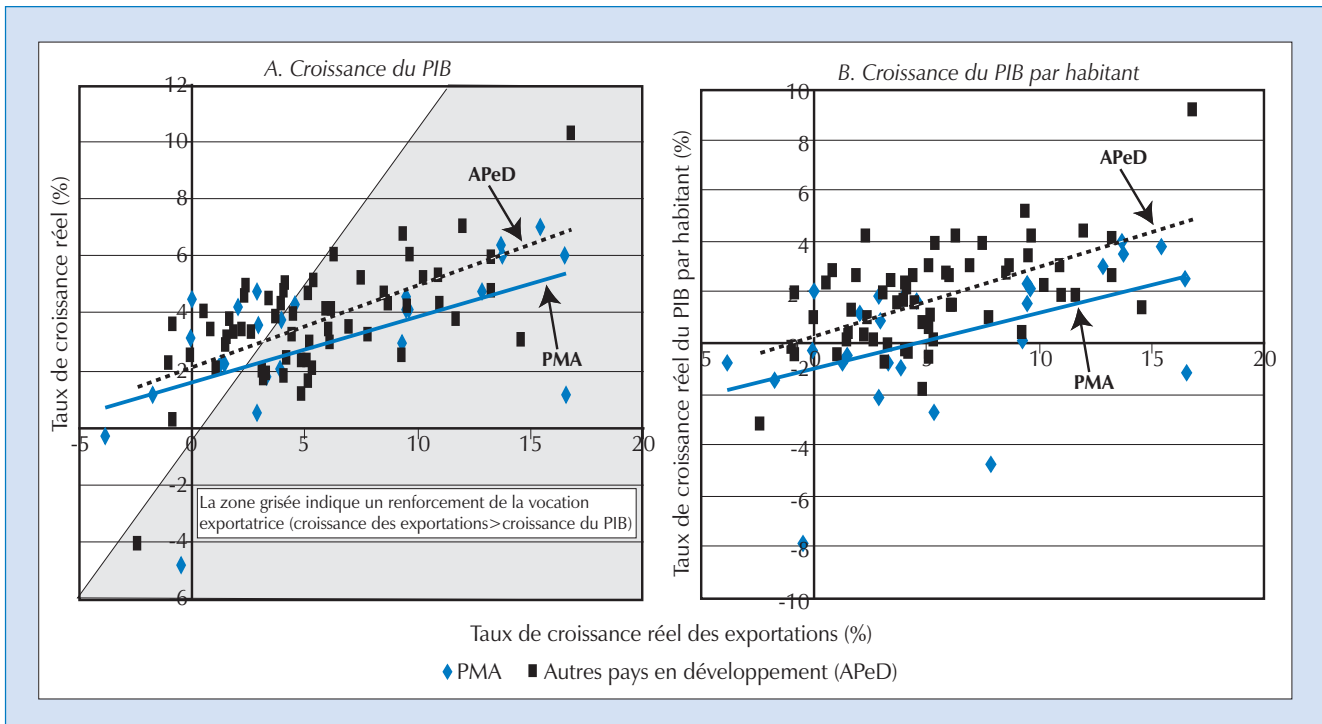
La partie B du graphique 21 montre la relation observée dans les années 90 entre la croissance des exportations et la croissance du PIB par habitant dans les PMA et dans les autres pays en développement. Là encore, la relation entre ces deux variables est dans l'ensemble positive: plus le taux de croissance des exportations est élevé, plus le PIB par habitant augmente. En outre, cette relation est de nouveau sensiblement plus prononcée dans les autres pays en développement que dans les PMA tant en ce qui concerne la relation entre les deux variables que le supplément de croissance du PIB par habitant lié au supplément de croissance des exportations. Cependant, quel que

En ce qui concerne les exportateurs d'articles manufacturés, le Bangladesh affiche de bons résultats tant sur le plan de la croissance des exportations que sur celui de la consommation privée par habitant, mais comme en Ouganda, le taux de croissance de la consommation est nettement en retrait par rapport à l'accroissement des exportations.

Quel que soit le taux de croissance des exportations, il va de pair avec un taux de croissance de la production légèrement plus bas dans les PMA que dans les autres pays en développement.

GRAPHIQUE 21. RELATION ENTRE LA CROISSANCE DES EXPORTATIONS ET LA CROISSANCE DU PIB, (GLOBALE ET PAR HABITANT) DANS LES PMA ET DANS LES AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1990–2000

(Taux annuel moyen de croissance, en pourcentage)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM.

Note: Le coefficient de corrélation linéaire de Pearson correspondant à la relation entre le taux de croissance réel des exportations et la croissance réelle du PIB est de $P = 0,51^*$ pour les PMA et de $P = 0,62^*$ pour les autres pays en développement. Le coefficient de corrélation linéaire de Pearson correspondant à la relation entre le taux de croissance réel des exportations et la croissance réelle du PIB par habitant est de $P = 0,49^*$ pour les PMA et de $P = 0,59^*$ pour les autres pays en développement.

* Implique un seuil de signification de 1 %.

soit le taux de croissance des exportations, il s'accompagne d'une croissance plus faible du PIB par habitant dans les PMA que dans d'autres pays en développement. Pour les PMA, la relation entre la croissance des exportations et celle du PIB par habitant est en réalité telle que pour un taux de croissance positive des exportations compris entre 0 % et 5 % par an, il y a une plus forte probabilité que la croissance des exportations s'accompagne d'une baisse plutôt que d'une hausse du PIB par habitant.

Parmi les PMA, une croissance positive des exportations s'accompagne d'une baisse du PIB par habitant dans un tiers environ des cas.

Il va sans dire que, dans la quasi-totalité des cas, qu'il s'agisse de PMA ou d'autres pays en développement, une baisse des exportations est associée à une baisse du PIB par habitant. Cependant, parmi les PMA, une croissance positive des exportations s'accompagne d'une baisse du PIB par habitant dans un tiers environ des cas. Cette proportion est environ trois fois plus élevée que pour le groupe des autres pays en développement, ce qui tient au fait qu'une plus forte proportion de PMA affiche des taux de croissance réels des exportations inférieurs à 5 % par an. Il s'agit d'une «zone d'ambiguïté» dans laquelle la croissance des exportations peut être associée ou non à des taux de croissance de la production suffisamment élevés pour accroître le PIB par habitant. Cependant, on a également observé une baisse du PIB par habitant dans certains PMA qui affichent des taux plus élevés de croissance des exportations.

La relation entre croissance des exportations et croissance économique peut également être analysée en fonction des transformations survenues dans la vocation exportatrice de l'économie nationale (mesurée par le ratio

exportations/PIB). La partie A du graphique 21 indique les pays dans lesquels les exportations réelles ont progressé plus rapidement que le PIB réel, dénotant ainsi un renforcement de la vocation exportatrice du pays. De toute évidence, le seuil de 5 % par an fixé pour le taux de croissance réel des exportations est également important sur le plan de la vocation exportatrice. Celle-ci s'accroît dans tous les pays — PMA ou autres pays en développement — dont les taux de croissance des exportations sont supérieurs au seuil en question. Au-dessous de ce niveau, il y a des pays dans lesquels la croissance des exportations est associée à un renforcement de la vocation exportatrice et d'autres dans lesquels elle est au contraire associée à une moindre vocation exportatrice.

Il apparaît clairement que les PMA dans lesquels la croissance du PIB par habitant a été la plus rapide ont également accentué la vocation exportatrice de leur économie intérieure. Cependant, le renforcement de la vocation exportatrice n'a pas toujours été associé à des hausses du PIB par habitant, surtout pour les PMA se trouvant dans la «zone d'ambiguïté», qui affichent des taux positifs de croissance des exportations inférieurs à 5 %. Cela dit, le renforcement de la vocation exportatrice va également de pair avec une stagnation ou une baisse du PIB par habitant dans quelques PMA.

En résumé, un certain nombre d'éléments viennent conforter l'hypothèse selon laquelle le lien entre croissance des exportations et croissance de la production est plus fragile dans les PMA que dans d'autres pays en développement. Une baisse des exportations est associée à un recul du PIB par habitant tant dans les PMA que dans d'autres pays en développement, mais une plus forte proportion de PMA (près d'un tiers) affichent des taux de croissance positive des exportations et une baisse du PIB par habitant. Cela tient à trois facteurs. Premièrement, les taux d'accroissement de la population y sont plus élevés. Deuxièmement, quel que soit le taux de croissance des exportations, la croissance de la production est généralement plus faible dans les PMA que dans d'autres pays en développement. Troisièmement, une plus forte proportion de PMA ayant des taux positifs de croissance des exportations se trouvent dans la «zone d'ambiguïté» où les taux de croissance des exportations sont inférieurs à 5 % par an. Pour ces pays, la croissance des exportations peut aussi bien être associée à une baisse qu'à une hausse du PIB par habitant.

2. IMPORTATIONS, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Au chapitre précédent on a fait valoir que, dans les PMA, les exportations pouvaient exercer un effet important sur la croissance de l'économie en influant sur l'offre d'importations et que, pour alimenter ainsi la croissance économique, une des conditions essentielles tenait à l'existence d'une synergie dynamique entre l'investissement et les exportations. On peut mettre en évidence certains des maillons manquants dans la relation entre les exportations et la croissance économique dans les PMA en examinant les liens entre croissance des exportations et croissance des importations, entre croissance des importations et croissance de l'investissement, enfin entre croissance de l'investissement et croissance de la production.

Vu qu'une incidence positive importante des exportations sur la croissance correspond aux effets exercés sur l'offre d'importations, la croissance des exportations doit, pour stimuler celle de la production, être associée à une expansion de la capacité d'importation. Le graphique 22 montre dans quelle mesure cela s'est effectivement produit. Il en ressort que, dans les années 90, les importations n'ont pas progressé au même rythme que les exportations dans

La croissance des exportations doit, pour stimuler celle de la production, être associée à une expansion de la capacité d'importation. Cependant, dans les années 90, les importations n'ont pas progressé au même rythme que les exportations dans la plupart des PMA.

la plupart des PMA. Les taux de croissance des importations (en valeur constante) étaient inférieurs aux taux de croissance des exportations dans 24 des 32 PMA pour lesquels des données sont disponibles pour la période 1990-1995 et dans 20 des 32 pays considérés pour la période 1995-2001.

Un supplément de croissance des importations est associé à une plus forte augmentation de l'investissement dans les PMA que dans les autres pays en développement...

Il est difficile de déterminer précisément pourquoi les importations n'ont pas autant augmenté que les exportations. Cependant, dans certains pays tels que le Bangladesh, cela peut s'expliquer par la baisse des apports d'aide parallèlement à la hausse des exportations. Dans d'autres cas, cela tient à la fois à la diminution de l'aide et à des changements dans les obligations à assumer au titre du service de la dette. En l'occurrence, la situation est d'autant plus complexe que l'initiative PPTTE a certes réduit la charge du service de la dette contractuelle, mais que bon nombre de pays avaient auparavant accumulé des arriérés dans le remboursement de leur dette envers des créanciers extérieurs. Dans quelques cas, la «normalisation» des remboursements à effectuer au titre du service de la dette a ainsi entraîné une diminution des versements au titre du service de la dette contractuelle, mais une augmentation des paiements effectifs liés au service de la dette. La croissance des exportations ne pourra se traduire par une augmentation concomitante de la capacité d'importation tant que les mesures d'allègement de la dette ne viendront pas s'ajouter aux apports d'aide.

... Toutefois, contrairement à la relation importation-investissement, la corrélation entre croissance de l'investissement et croissance de la production est plus étroite dans les autres pays en développement que dans les PMA.

L'économie des PMA étant sensible à l'effet des importations, l'accroissement de celles-ci devrait en principe être étroitement lié à la croissance de l'investissement. La partie A du graphique 23 représente la relation entre ces deux variables dans les PMA et d'autres pays en développement dans les années 90. L'on constate globalement une relation positive; les hausses des importations étant associées à des hausses de l'investissement. Cela étant, la croissance des importations est plus étroitement liée à la croissance de l'investissement dans les PMA que dans les autres pays en développement. En outre, un supplément de croissance des importations y est associé à une plus forte augmentation de l'investissement. L'accroissement de la capacité d'importation devrait ainsi se traduire par un accroissement de l'investissement dans les PMA.

Cependant, la question de savoir si cela stimulera la croissance économique dépend également d'autres facteurs. La partie B du graphique 23 représente la relation entre croissance de l'investissement et croissance économique dans les PMA et d'autres pays en développement dans les années 90. Dans l'ensemble, il y a une relation positive, les hausses de l'investissement étant associées à une croissance de la production. Toutefois, contrairement à la relation importation-investissement, la relation entre croissance de l'investissement et croissance de la production est plus étroite dans les autres pays en développement que dans les PMA. En outre, un supplément d'investissement est associé à de plus fortes hausses de la production dans les autres pays en développement. La progression de l'investissement devrait donc avoir des effets moins sensibles sur la croissance dans les PMA que dans d'autres pays en développement.

La relation entre la croissance de l'investissement et celle de la production est un maillon essentiel de la chaîne par laquelle l'accroissement des exportations peut déboucher sur des taux de croissance économique suffisamment élevés pour entraîner une réduction de la pauvreté. Ainsi qu'il a été constaté dans l'édition de 2000 du rapport *Les pays les moins avancés* (deuxième partie, chap. 1), la faible efficacité de l'investissement dans les PMA est liée à divers facteurs, dont le niveau relativement bas des investissements, la fragilité de l'entrepreneuriat local et le fait que, dans ces pays, l'accumulation centralisée et les mécanismes budgétaires ont été essentiellement alimentés par

GRAPHIQUE 22. RELATION ENTRE LA CROISSANCE DES EXPORTATIONS ET LA CROISSANCE DES IMPORTATIONS DANS LES PMA, PAR PAYS, 1990-1995 ET 1995-2001
(Taux annuel moyen de croissance réelle, en pourcentage)

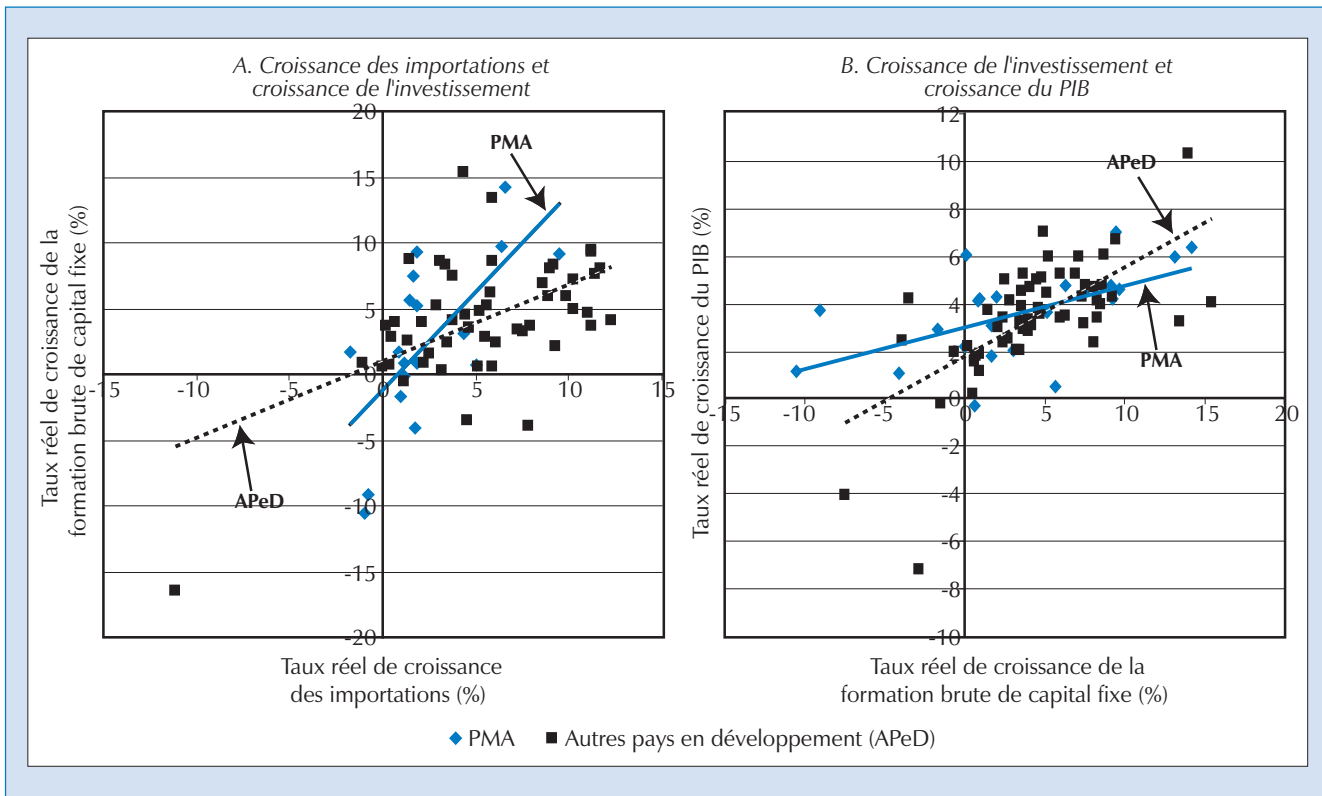


Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM.

Note: Les calculs sont fondés sur des données en monnaie locale constante.

GRAPHIQUE 23. RELATION ENTRE CROISSANCE DES IMPORTATIONS, CROISSANCE DE L'INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DU PIB DANS LES PMA ET DANS D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1990-2000

(Taux annuel moyen de croissance, en pourcentage)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM.

Note: Le coefficient de corrélation linéaire de Pearson correspondant à la relation entre les taux de croissance des importations et le taux de croissance réel de la formation brute de capital fixe est de $P = 0,67^*$ pour les PMA et de $P = 0,54^*$ pour les autres pays en développement.

Le coefficient de corrélation linéaire de Pearson correspondant à la relation entre le taux de croissance de la formation brute de capital fixe et la croissance réelle du PIB est de $P = 0,57^*$ pour les PMA et de $P = 0,66^*$ pour les autres pays en développement.

* Implique un seuil de signification de 1 %.

La faible efficacité de l'investissement dans les PMA est liée à divers facteurs, dont le niveau relativement bas des investissements, la fragilité de l'entrepreneuriat local et le fait que, dans ces pays, l'accumulation centralisée et les mécanismes budgétaires ont été essentiellement alimentés par des sources extérieures de financement (APD principalement).

des sources extérieures de financement (APD principalement) plutôt que par les ressources intérieures. Au cours de la période de 1990 à 2001, l'aide a compté pour 50 % dans la formation annuelle totale de capital dans les PMA en tant que groupe, contre 5 % dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. L'importance de l'aide dans la formation de capital a diminué au cours de la seconde moitié de la décennie. Cependant, en 2001, la contribution médiane de l'aide représentait 62 % de la formation totale de capital. Dans ces conditions, des carences dans l'acheminement de l'aide, notamment d'importants problèmes de coordination, le manque de prise en charge au niveau national et de prise en compte des priorités nationales, l'instabilité et le manque de prévisibilité sont autant de facteurs qui peuvent compromettre le lien investissement-croissance. C'est la raison pour laquelle l'amélioration de la relation entre bénéficiaires et donateurs par le biais des documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) — approche introduite à la fin de 1999 — tout comme le règlement du problème de la dette publique sont d'une telle importance en vue d'améliorer la relation commerce-pauvreté dans les PMA.

E. Expansion du commerce, mobilisation des ressources intérieures et forme de croissance économique

La réduction de la pauvreté nécessite une croissance économique soutenue, mais également solidaire. La présente section examine trois facteurs liés à la forme de la croissance qui peuvent contribuer à une expansion du commerce sans réduction de la pauvreté, voire à un effet appauvrissant du commerce. Il s'agit du degré d'inégalité des revenus, des sources de croissance économique liées à la demande et de l'ampleur des efforts de mobilisation des ressources intérieures.

1. DEGRÉ D'INÉGALITÉ

Un des facteurs qui influent sur la relation entre la croissance des exportations et la croissance de la consommation privée par habitant est le degré d'inégalité dans un pays donné. On pourrait supposer que les pays très inégalitaires connaissent un mode de croissance «enclavé», tous les avantages procurés par l'expansion des exportations étant concentrés entre les mains d'une minorité.

Il est difficile d'analyser l'impact du degré d'inégalité sur le lien commerce-pauvreté en raison des problèmes de données. On dispose d'estimations de la répartition des revenus dans les années 90 pour 18 PMA. Lorsqu'on les classe en trois catégories (pays fortement, moyennement ou peu inégalitaires) selon qu'ils se situent dans le tiers supérieur, le tiers intermédiaire ou le tiers inférieur des pays en développement classés en fonction des coefficients de Gini pour les années 90, certains éléments semblent indiquer que l'expansion des exportations est moins susceptible d'entraîner une réduction de la pauvreté dans les pays se caractérisant par un degré élevé d'inégalité. La croissance des exportations dans les PMA fortement inégalitaires est quasiment identique à celle des PMA peu ou moyennement inégalitaires, mais elle est associée à une diminution régulière au lieu d'une augmentation progressive de la consommation privée moyenne par habitant (graphique 24).

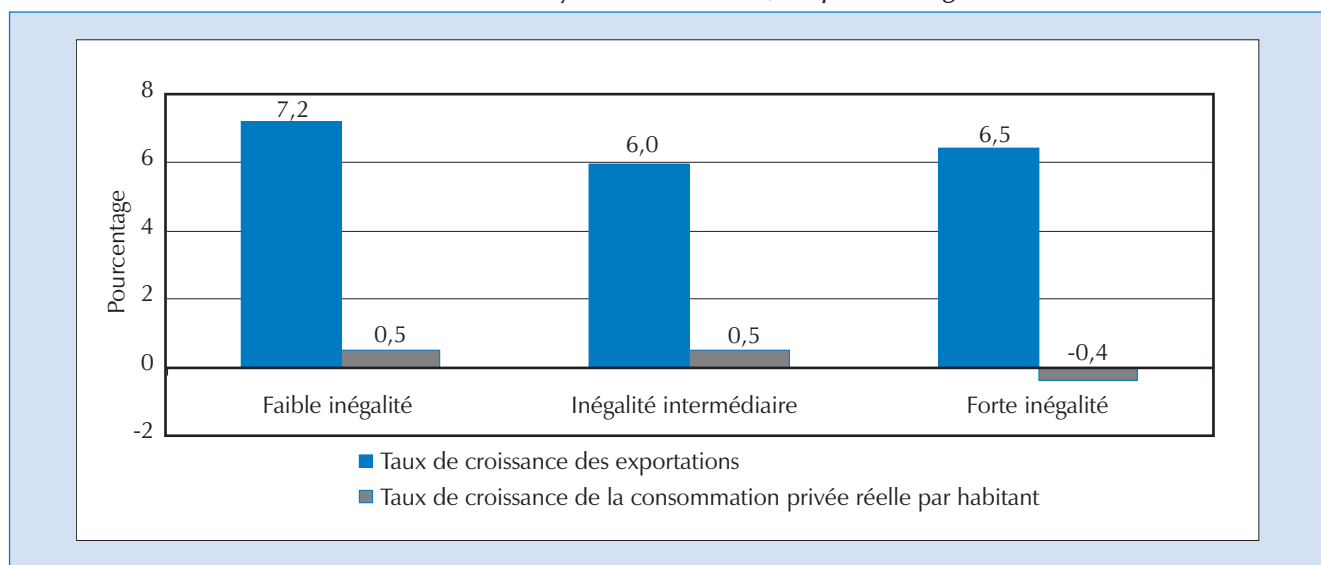
L'expansion des exportations est moins susceptible d'entraîner une réduction de la pauvreté dans les pays se caractérisant par un degré élevé d'inégalité.

Ces tendances nécessitent des recherches beaucoup plus approfondies. Il y a des PMA peu inégalitaires, telle la République-Unie de Tanzanie, où la croissance des exportations n'est pas associée à une croissance de la consommation privée moyenne par habitant, et des PMA fortement inégalitaires, tel le Malawi, où l'une est allée de pair avec l'autre dans les années 90. Ce qui compte en l'occurrence, c'est non seulement le degré initial d'inégalité, mais également la façon dont il évolue au fil du temps avec la croissance de l'économie et des exportations.

2. ÉQUILIBRE ENTRE LES COMPOSANTES DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU CÔTÉ DE LA DEMANDE

Le deuxième facteur qui peut influencer sur le lien commerce-pauvreté est l'importance relative des différentes composantes de la croissance économique du côté de la demande, à savoir l'expansion de la demande intérieure, l'expansion des exportations et la substitution de produits locaux aux importations. On peut supposer que le lien entre croissance des exportations et croissance de la consommation privée par habitant est plus fragile dans les pays

GRAPHIQUE 24. CROISSANCE RÉELLE DES EXPORTATIONS ET CROISSANCE DE LA CONSOMMATION PRIVÉE PAR HABITANT (EN DOLLARS PPA DE 1985) DANS 18 PMA^a CLASSÉS EN FONCTION DU DEGRÉ D'INÉGALITÉ^b, 1990-2000
(Taux annuel moyen de croissance, en pourcentage)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM; et PNUD (2003).

- a Ces 18 PMA sont ceux pour lesquels on dispose de données sur l'indice de concentration de Gini, les exportations réelles (en dollars constants de 1995) et la consommation privée réelle (en dollars PPA de 1985), à savoir: le Bangladesh, le Burkina Faso, le Burundi, l'Éthiopie, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, le Sénégal et la Zambie. La Sierra Leone n'a pas été prise en compte parce que les données la concernant étaient aberrantes.
- b Les pays à faible inégalité ont un indice de Gini inférieur à 42; les pays se caractérisant par une inégalité intermédiaire ont des indices de Gini compris entre 42 et 50; enfin, les pays à forte inégalité ont des indices de Gini supérieurs à 50.

où l'expansion des exportations est la principale composante de la croissance économique du côté de la demande que dans les pays se caractérisant par une forme plus équilibrée de croissance économique alimentée à la fois par l'expansion des exportations, la demande intérieure et le remplacement des importations. Une telle hypothèse découle du fait que, d'un point de vue comptable, rien ne justifie une progression de la consommation privée moyenne par habitant si la croissance économique est essentiellement due à l'expansion des exportations. La croissance de la demande intérieure peut être fondée sur un accroissement de l'investissement, de la consommation privée ou de la consommation du secteur public. En fonction des contributions relatives de ces trois éléments, la consommation privée moyenne par habitant tend à augmenter dans les pays où la demande intérieure contribue sensiblement, à la croissance globale de la production parallèlement à l'expansion des exportations. Vu le lien étroit existant entre l'évolution de la consommation privée moyenne par habitant et l'incidence de la pauvreté, il est donc à prévoir que, dans les cas où l'expansion de la demande intérieure est la composante la plus importante de la croissance économique du côté de la demande, l'incidence de la pauvreté diminuera.

Le tableau 32 présente les éléments qui, du côté de la demande, ont contribué aux variations du PIB dans les PMA en 1990-1995 et 1995-2000. La méthode retenue pour déterminer la contribution de chacun de ces éléments est dérivée de Chenery (1979) et explicitée dans Morley et Vos (2000). Cette opération a uniquement été appliquée aux pays ayant affiché une croissance économique dans les périodes considérées. Elle indique dans quelle mesure l'accroissement du PIB au cours de chaque période peut être attribué, dans un sens purement comptable, à l'expansion de la demande intérieure, au remplacement des importations et à l'expansion des exportations⁷.

TABLEAU 32. CONTRIBUTION DE L'EXPANSION DE LA DEMANDE INTÉRIEURE, DU REMPLACEMENT DES IMPORTATIONS ET DE L'EXPANSION DES EXPORTATIONS À LA CROISSANCE DU PIB DANS CERTAINS PMA, 1990–1995 ET 1995–2000

	Variation du PIB ^a		Contribution de la demande intérieure (DI)		Contribution du remplacement des importations (RI)		Contribution de l'expansion des exportations (EE)		Classement des pays par type de croissance réelle du PIB	
	<i>(En millions de dollars constants de 1995)</i>		<i>(En pourcentage de la variation réelle du PIB)</i>		<i>(En pourcentage de la variation réelle du PIB)</i>		<i>(En pourcentage de la variation réelle du PIB)</i>			
	1990–1995	1995–2000	1990–1995	1995–2000	1990–1995	1995–2000	1990–1995	1995–2000	1990–1995	1995–2000
Bangladesh	7 335,2	10 966,3	89,8	80,5	-12,7	1,1	22,9	18,4	DI(1)	DI(2)
Bénin	377,1	588,4	72,0	78,1	11,0	7,0	17,0	14,8	DI(2)	DI(2)
Burkina Faso	440,3	552,6	79,7	80,9	31,5	13,0	-11,3	6,2	DI(2)	DI(2)
Cambodge	-	718,5	-	27,8	-	-26,0	-	98,2	-	EE
Cap-Vert	109,9	179,3	108,4	84,0	-33,4	-5,9	25,0	22,0	DI(1)	DI(1)
Comores	8,5	11,2	127,7	45,1	-147,9	78,4	120,2	-23,5	DI(1)	DI(2)
Érythrée	-	42,2	-	199,2	-	-80,2	-	-19,0	-	DI(2)
Éthiopie	645,0	1 584,9	99,7	99,0	3,6	-27,2	-3,3	28,2	DI(2)	DI(1)
Gambie	37,7	100,8	138,6	44,6	-8,6	30,0	-30,0	25,4	DI(2)	DI(1)
Guinée	616,8	797,0	66,3	70,9	21,6	7,4	12,2	21,7	DI(2)	DI(1)
Guinée-Bissau	36,7	-	21,6	-	59,8	-	18,5	-	RI	-
Madagascar	-	654,1	-	111,8	-	-36,5	-	24,7	-	DI(1)
Malawi	194,9	310,5	15,6	56,0	76,0	26,1	8,4	17,9	RI	DI(2)
Maldives	-	131,7	-	34,9	-	-22,8	-	87,9	-	EE
Mali	330,2	723,0	40,7	53,3	26,7	11,8	32,6	34,9	DI(1)	DI(1)
Mauritanie	181,4	250,4	57,1	77,4	16,2	22,6	26,7	0,0	DI(1)	DI(2)
Mozambique	344,1	1 070,9	44,6	100,8	19,0	-22,4	36,4	21,6	DI(1)	DI(1)
Niger	67,8	-	-129,2	-	229,5	-	-0,3	-	RI	-
Ouganda	1 654,0	1 972,1	91,5	102,8	-6,5	-26,4	15,0	23,6	DI(2)	DI(1)
Rép.- Unie de Tanzanie	447,3	1 163,4	35,9	62,6	-30,9	26,4	95,0	11,0	EE	DI(2)
Rwanda	-	767,1	-	80,0	-	9,9	-	10,0	-	DI(2)
Samoa	-	43,8	-	206,8	-	-152,8	-	46,0	-	DI(1)
Sao Tomé-et-Principe	3,6	5,0	17,0	-50,9	85,2	70,8	-2,1	80,1	RI	EE
Tchad	127,2	237,6	-43,9	77,0	109,3	39,7	34,7	-16,7	RI	DI(2)
Vanuatu	38,1	-	27,1	-	49,7	-	23,2	-	RI	-
Yémen	1 005,2	1 303,1	93,4	27,3	-133,2	59,6	139,8	13,1	EE	DI(2)
Zambie	-	500,1	-	6,4	-	58,0	-	35,6	-	RI

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM; et Heston, Summers et Aten (2002).

Note: Un tiret (-) indique les périodes dans lesquelles la variation du PIB a été négative ou pour lesquelles on ne disposait pas de données. Les pays classés RI, EE et DI sont ceux dans lesquels le remplacement des importations, l'expansion des exportations et l'expansion de la demande intérieure, respectivement, sont les principales composantes de la croissance économique du côté de la demande. Dans les pays DI(1), l'expansion des exportations contribue pour plus de 20 % à la variation du PIB, mais la demande intérieure en reste la principale composante. Les pays DI(2) sont les autres pays dans lesquels la demande intérieure est l'élément qui contribue le plus à la variation du PIB.

^a Différence entre l'année de fin de période et l'année de début de période.

Il est à noter que l'opération effectuée est une simple procédure comptable visant à déterminer la contribution relative de chacun des trois éléments aux variations du PIB au cours des périodes considérées. Elle n'implique aucun lien de causalité, ni ne décrit la politique suivie. Des travaux de recherche approfondis s'avèrent nécessaires pour analyser la situation de façon plus détaillée en procédant à une ventilation par secteur (cas dans lequel cette opération de «décomposition» est généralement pratiquée) ainsi que pour déterminer les effets multiplicateurs des exportations. Soulignons également qu'il est préférable de compléter la décomposition de la croissance économique du côté de la demande par une décomposition du côté de l'offre. Cependant, aussi simple que soit la méthode retenue, elle fait apparaître des résultats intéressants.

Premièrement, pour la plupart des PMA, c'est l'expansion de la demande intérieure qui a le plus contribué à la croissance du PIB dans les années 90. Dans la période 1995-2000, elle a été la principale composante de la croissance économique du côté de la demande dans 20 des 24 PMA pour lesquels des données sont disponibles. Pour 14 de ces 24 PMA, l'expansion de la demande intérieure a contribué pour plus de 70 % à la progression totale du PIB. Ce chiffre concorde avec les estimations faites par Chenery de l'importance de la demande intérieure pour les pays se trouvant à un stade précoce de développement (voir le chapitre précédent). Vu le rôle considérable de la demande intérieure, les gouvernements des PMA seraient bien malavisés de ne pas tenir compte de la nécessité d'une expansion du marché intérieur pour la croissance économique.

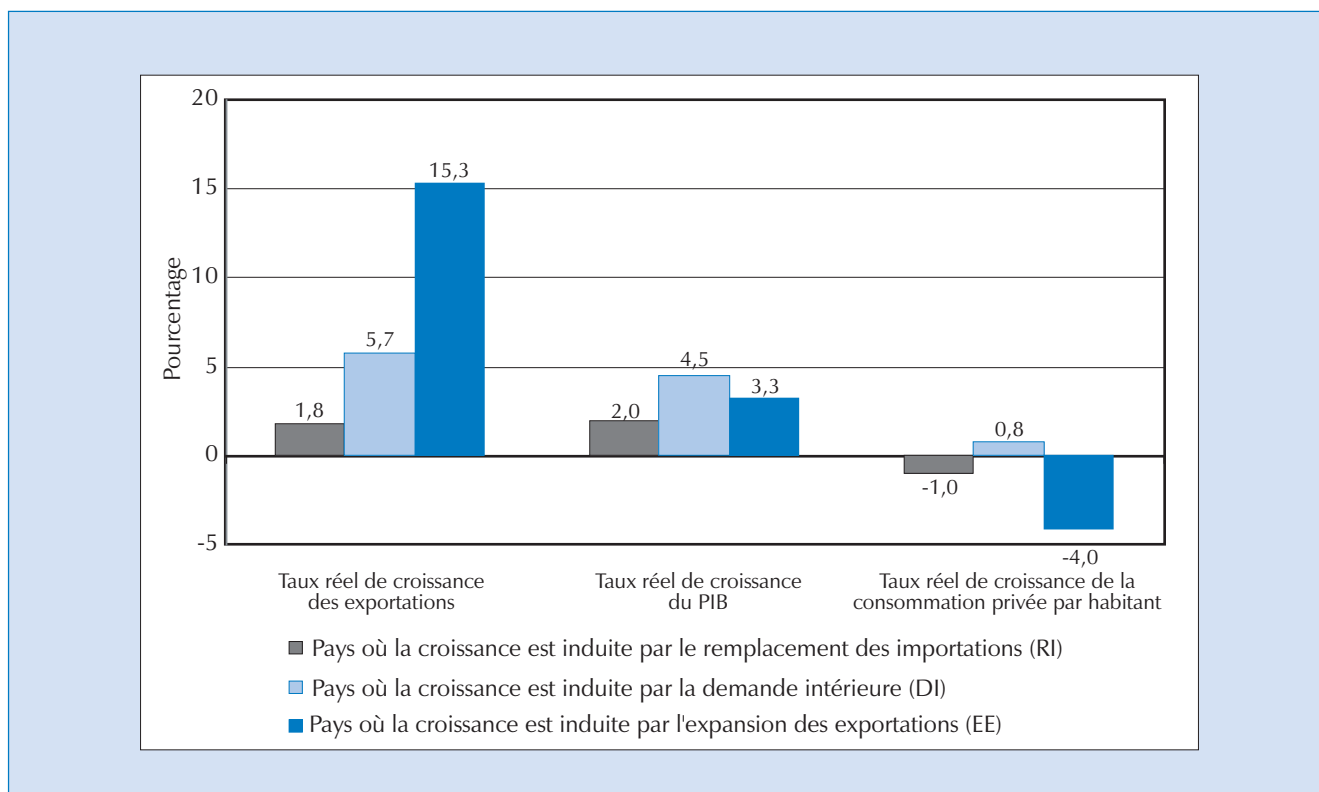
Pour la plupart des PMA, c'est l'expansion de la demande intérieure qui a le plus contribué à la croissance du PIB dans les années 90.

Deuxièmement, la contribution apportée à la croissance du PIB par le remplacement des importations a diminué dans le courant de la décennie. Elle représentait la principale composante de la progression du PIB du côté de la demande dans un seul des 24 PMA pour lesquels des données sont disponibles pour 1995-2000, alors qu'elle prédominait dans 6 pays sur 20 en 1990-1995. Cependant, le plus frappant est que, loin de remplacer les importations, de nombreux pays suivent une évolution contraire. Lorsque le rapport des importations au PIB augmente, une plus forte proportion de la consommation intérieure et de l'investissement est couverte par les importations plutôt que par la production intérieure. Les chiffres font apparaître une évolution allant à l'opposé du remplacement des importations dans 9 PMA sur 24. De surcroît, dans 5 PMA (Éthiopie, Madagascar, Mozambique, Ouganda et Samoa), la contribution négative de la pénétration accrue des importations a été si importante qu'elle a complètement neutralisé la contribution positive de l'expansion des exportations à la croissance économique du côté de la demande.

Troisièmement, certains éléments donnent à penser que l'économie des PMA s'est davantage orientée vers l'exportation dans les années 90. Une telle évolution n'apparaît guère parmi les pays dans lesquels l'expansion des exportations a été la principale source de croissance économique du côté de la demande, dont le nombre est passé de deux (République-Unie de Tanzanie et Yémen) en 1990-1995 à trois en 1995-2000 (Cambodge, Maldives et Sao Tomé-et-Principe). Cependant, l'on dénombre plus de pays où l'expansion des exportations a contribué pour plus de 20 % à la croissance économique dans cette seconde moitié de décennie que dans la première.

La relation commerce-pauvreté est-elle associée à des modes de croissance économique différents selon qu'ils reposent sur l'expansion de la demande intérieure, l'expansion des exportations ou le remplacement des importations? Tout porte à croire que c'est bien le cas. Comme le montre le graphique 25, les pays dans lesquels le remplacement des importations est la principale composante de la croissance économique du côté de la demande affichent les taux les plus faibles de croissance des exportations ainsi qu'une baisse de la consommation privée par tête. Les pays dans lesquels l'expansion des exportations est la principale composante de la croissance économique du côté de la demande ont les taux les plus élevés de croissance des exportations, mais la consommation privée par tête diminue, accusant également les plus fortes baisses. En moyenne, la meilleure relation commerce-pauvreté est celle que l'on trouve dans les PMA où l'expansion de la demande intérieure est la principale composante de la croissance économique du côté de la demande. Dans ces pays, les exportations ne progressent pas aussi rapidement que dans ceux où l'expansion des exportations est la principale composante de la croissance

GRAPHIQUE 25. CROISSANCE RÉELLE DES EXPORTATIONS, DU PIB ET DE LA CONSOMMATION PRIVÉE PAR HABITANT (EN DOLLARS PPA DE 1985) DANS LES PMA, CLASSÉS EN FONCTION DES COMPOSANTES DE LA CROISSANCE DU CÔTÉ DE LA DEMANDE, 1990-1995 ET 1995-2000^a
(Taux annuel moyen de croissance, en pourcentage)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM; et Heston, Summers et Aten (2002).

Note: Les données sur les exportations et le PIB sont exprimées en dollars constants de 1995. Les pays RI, EE et DI sont ceux dans lesquels la principale contribution, du côté de la demande, à la variation du PIB, provient du remplacement des importations, de l'expansion des exportations et de l'expansion de la demande intérieure, respectivement.

a Sur la base du nombre total d'observations (un pays par période); voir le tableau précédent.

économique du côté de la demande, mais la consommation privée par tête est en hausse.

Un examen plus approfondi des PMA dans lesquels la demande intérieure est la principale composante de la croissance économique fait entrevoir différents cas de figure. La consommation privée par habitant tend à diminuer dans ces pays, mais les exportations y sont également en baisse. Dans la période 1995-2000, la relation commerce-pauvreté la plus favorable semble apparaître dans les pays où l'expansion de la demande intérieure contribue le plus à la croissance économique et où la progression des exportations apporte une importante contribution complémentaire. L'on peut plausiblement supposer que la relation commerce-pauvreté est en principe plus favorable lorsque la contribution positive de la croissance des exportations n'est pas largement contrebalancée par la contribution négative découlant du fait qu'une part croissante de la consommation intérieure et de l'investissement est couverte par les importations. Cependant, il n'y a pas d'éléments qui le prouvent clairement.

La relation commerce-pauvreté la plus favorable semble apparaître dans les pays où l'expansion de la demande intérieure contribue le plus à la croissance économique et où la progression des exportations apporte une importante contribution complémentaire.

3. MOBILISATION DES RESSOURCES INTÉRIEURES

L'autre facteur influant sur la relation commerce-pauvreté est l'effort de mobilisation des ressources intérieures qui accompagne l'expansion des

exportations. Vu le peu de données disponibles, il est difficile d'examiner cet aspect sur la base des indicateurs traditionnels de l'épargne intérieure, tant privée que publique. Cependant, comme le montre le rapport de 2000 *Les pays les moins avancés* (deuxième partie, chap. 1), l'effort de mobilisation des ressources intérieures peut être mesuré par l'indicateur des «ressources intérieures disponibles pour financement» (RIDF) en pourcentage du PIB. La présente section analyse l'évolution de cette variable par rapport à l'expansion des exportations.

L'autre facteur influant sur la relation commerce-pauvreté est l'effort de mobilisation des ressources intérieures qui accompagne l'expansion des exportations.

Le montant des «ressources intérieures disponibles pour financement» correspond à la différence entre le PIB et la consommation privée. Sur le plan comptable, cela équivaut à la somme de l'investissement intérieur, des dépenses publiques et de l'excédent (ou déduction faite du déficit) des exportations sur les importations de biens et de services. Un ratio RIDF/PIB en hausse dénote un effort accru de mobilisation des ressources intérieures. La part de la consommation privée dans le PIB diminue et, à supposer que l'augmentation ne soit pas liée à un excédent à l'exportation (équivalant à des investissements à l'étranger), il y a ainsi davantage de ressources au niveau intérieur pour financer l'utilisation maximale et le développement des capacités de production, les dépenses publiques nécessaires au maintien d'une fonction publique efficace, de l'ordre public et de relations sociales stables dans la société civile ainsi que les dépenses essentielles de santé, d'éducation, d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Les PMA se caractérisent notamment par le fait que, dans la plupart d'entre eux, la consommation privée représente une part importante du PIB et que les ressources financières intérieures disponibles pour utiliser pleinement et développer les capacités de production et financer les dépenses publiques essentielles sont très modestes. Dans un échantillon de 29 PMA pour lesquels des données étaient disponibles, la consommation privée représentait 81 % du PIB dans la période 1990-2000 contre 60 % dans d'autres pays en développement⁸.

Un tel état de choses s'explique par le fait que, dans les pays pauvres où une grande partie de la population survit à des niveaux de consommation proches du minimum vital, les gens doivent dans leur majorité consacrer le plus gros de leurs ressources à des dépenses essentielles de consommation. Il n'y a guère moyen d'épargner et d'investir. Les faibles ratios RIDF/PIB ne dénotent ni une propension effrénée à consommer de la part de la population ni une répugnance à épargner et à investir. Ils résultent en fait de niveaux très bas de consommation moyenne par habitant. Dans ces conditions, une augmentation du ratio RIDF/PIB, correspondant à un effort accru de mobilisation des ressources intérieures, risque d'être difficile à réaliser. Si elle se produit, cela implique de la part de la population un sérieux régime d'austérité. En outre, si le PIB par habitant ne progresse pas dans le même temps, la consommation privée moyenne par tête diminuera forcément.

Compte tenu de tous ces liens, on comprend mieux pourquoi, dans les PMA, il arrive si souvent que les exportations progressent sans que la pauvreté diminue, ou que le commerce ait un effet appauvrissant. Quoique généralement faibles dans les PMA, les ratios RIDF/PIB ont augmenté ces dernières années dans plusieurs d'entre eux. Ces hausses sont souvent, mais pas toujours, liées à l'accroissement des exportations.

Dans l'optique d'une croissance économique soutenue, une hausse du ratio RIDF/PIB assortie d'une expansion des exportations s'avère positive. Pour

déterminer exactement ce qu'il en est, il faut procéder à une nouvelle ventilation des ressources financières intérieures disponibles. L'analyse laisse en principe entrevoir un accroissement de l'investissement parallèle à l'expansion des exportations. Cependant, le problème des pays très pauvres est qu'un régime d'austérité réduit d'autant la consommation privée moyenne par habitant. Si le lien commerce-croissance est fragile et si l'expansion des exportations ne se traduit pas par un accroissement du PIB par habitant, une hausse du ratio RIDF/PIB ne peut se produire qu'au prix d'une diminution des niveaux de consommation privée par habitant. De surcroît, même si le PIB par habitant progresse, l'augmentation du ratio RIDF/PIB freinera le taux de croissance de la consommation privée par habitant.

Le tableau 33 montre l'évolution du PIB par habitant, des exportations, du ratio RIDF/PIB, de l'investissement et de la consommation privée moyenne par habitant dans les PMA pour lesquels des données sont disponibles pour les périodes 1990-1995 et 1995-2000. Ainsi qu'il ressort de ce tableau, la relation commerce-pauvreté se désagrège essentiellement de deux façons. Premièrement, la croissance des exportations n'est pas associée à une hausse du PIB par habitant. L'on dénombre 23 cas où le PIB par habitant diminue et, dans 11 d'entre eux, les exportations sont en hausse. Dans 9 de ces 11 cas, la consommation privée moyenne par habitant est également en train de reculer. Deuxièmement, la croissance des exportations s'accompagne d'une hausse du PIB par habitant, mais le degré d'austérité associé à la mobilisation des ressources intérieures laisse supposer que la consommation privée moyenne par habitant diminue. Il y a en fait 34 cas où le PIB par habitant augmente: les exportations sont en hausse dans 31 d'entre eux. Mais parmi ces 31 cas, il y en a 9 dans lesquels la consommation privée par habitant régresse. Dans 8 de ces cas, les ressources intérieures ont été largement mobilisées, en ce sens que le ratio RIDF/PIB progresse de plus de 1,5 point de pourcentage par an et que la part de la consommation privée par habitant diminue parallèlement.

Compte tenu de ce qui précède, il convient de revenir au tableau 33, qui permet de déterminer la fréquence des cas d'expansion des exportations avec réduction de la pauvreté, d'expansion des exportations sans réduction de la pauvreté et d'effet appauvrissant du commerce. Lorsqu'un rapprochement est opéré entre l'effort de mobilisation des ressources intérieures et la tendance constatée, il apparaît clairement qu'un grand nombre de cas d'expansion des exportations sans réduction de la pauvreté et d'effet appauvrissant du commerce sont liés à un effort de mobilisation des ressources intérieures. Sur les 16 cas d'effet appauvrissant du commerce pour lesquels on dispose de données sur le ratio RIDF/PIB, 10 laissent entrevoir une forte mobilisation des ressources intérieures, en ce sens que le ratio RIDF/PIB s'accroît de plus de 1,5 point de pourcentage par an dans 8 d'entre eux. Parmi les 8 cas d'expansion des exportations sans réduction de la pauvreté pour lesquels des données sur le ratio RIDF/PIB sont disponibles, on constate un effort de mobilisation des ressources intérieures dans 5 d'entre eux, voire une forte mobilisation dans 3 cas. Ainsi, dans pratiquement les deux tiers des cas où l'expansion des exportations ne semble pas s'accompagner d'une réduction de la pauvreté, la désagrégation de la relation commerce-pauvreté est liée à un effort de mobilisation des ressources intérieures.

Le fait de recourir de plus en plus aux ressources intérieures tandis que les exportations s'accroissent peut, comme on l'a vu, s'avérer positif dans l'optique d'une croissance durable. Si les exportations progressent parallèlement à une augmentation de la part de la consommation privée dans le PIB et à un recul du ratio RIDF/PIB, la croissance des exportations risque alors de faire long feu. De

Dans l'optique d'une croissance économique soutenue, une hausse du ratio RIDF/PIB assortie d'une expansion des exportations s'avère positive. Cependant, le problème des pays très pauvres est qu'un régime d'austérité réduit d'autant la consommation privée moyenne par habitant.

Dans pratiquement les deux tiers des cas où l'expansion des exportations ne semble pas s'accompagner d'une réduction de la pauvreté, la désagrégation de la relation commerce-pauvreté est liée à un effort de mobilisation des ressources intérieures.

TABLEAU 33. TAUX ANNUEL MOYEN DE CROISSANCE RÉELLE DES EXPORTATIONS, DE LA CONSOMMATION PRIVÉE PAR HABITANT^a, DU PIB, ET DU PIB PAR HABITANT, ET VARIATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES INTÉRIEURES DISPONIBLES EN POURCENTAGE DU PIB^b, 1990–1995 ET 1995–2000

		Taux annuel moyen de croissance réelle:		Variation annuelle moyenne du ratio RIDF/PIB (point de pourcentage)	Taux annuel moyen de croissance réelle:	
		Des exportations de biens et de services (%)	De la consommation privée par habitant (%)		Du PIB (%)	Du PIB par habitant (%)
Accroissement des exportations et de la consommation privée par habitant						
Guinée équatoriale	1995–2000	46,9	29,0	2,7	36,6	32,9
Rwanda	1995–2000	18,3	1,7	1,9	9,8	3,5
Bangladesh	1990–1995	13,5	2,2	0,6	4,4	2,6
Mozambique	1995–2000	13,0	4,8	2,4	8,7	6,3
Ouganda	1995–2000	12,0	5,0	-1,5	6,0	3,0
Mali	1995–2000	11,9	0,9	-0,4	5,6	3,1
Ouganda	1990–1995	11,8	2,8	0,1	6,8	3,4
Guinée-Bissau	1990–1995	11,3	4,4	-1,9	2,9	0,2
Bangladesh	1995–2000	9,7	1,3	1,4	5,2	3,4
Éthiopie	1995–2000	9,2	0,0	2,0	4,3	1,7
Cap-Vert	1995–2000	7,7	4,7	-3,2	6,6	3,9
Guinée	1995–2000	5,6	1,2	0,6	4,1	1,7
Burkina Faso	1995–2000	5,6	1,0	2,6	4,5	2,0
Bénin	1995–2000	5,4	1,6	0,3	5,2	2,4
Zambie	1995–2000	5,2	0,9	0,3	2,2	-0,2
Sénégal	1995–2000	4,8	2,9	0,0	5,4	2,5
Gambie	1995–2000	4,8	3,1	0,6	5,0	1,7
Bénin	1990–1995	4,4	0,6	0,5	4,2	1,0
Madagascar	1995–2000	4,0	1,2	-0,1	3,9	0,7
Malawi	1995–2000	3,8	3,9	0,2	3,9	1,6
Éthiopie	1990–1995	2,5	1,4	-0,8	3,0	1,3
Mauritanie	1990–1995	2,0	3,1	-1,4	3,9	1,1
Guinée	1990–1995	1,8	1,2	-0,1	3,9	1,1
Zambie	1990–1995	1,7	2,4	4,7	-1,1	-3,9
Malawi	1990–1995	0,9	0,4	-1,7	1,6	0,0
Accroissement des exportations et diminution de la consommation privée par habitant						
Guinée équatoriale	1990–1995	29,2	-2,0	1,9	7,0	4,3
Guinée-Bissau	1995–2000	25,9	-4,9	0,9	-2,7	-4,7
Burundi	1995–2000	20,3	-2,0	2,5	-0,3	-2,3
Rép.-Unie de Tanzanie	1990–1995	17,8	-0,7	-0,1	1,6	-1,4
Sao Tomé-et-Principe	1995–2000	16,1	-9,8	6,2	2,1	-0,2
Mozambique	1990–1995	14,9	-1,0	2,3	3,2	0,9
Cap-Vert	1990–1995	12,5	-0,7	3,0	5,4	3,0
Lesotho	1990–1995	11,2	-6,8	1,9	4,1	1,9
République dém. du Congo	1995–2000	11,1	-6,6	-1,7	-3,7	-6,6
Angola	1990–1995	11,0 ^c	-11,9	-1,0	-6,7	-9,8
Maldives	1995–2000	8,9	-4,6 ^d	2,6	5,5	3,0
Comores	1990–1995	7,4	-4,5	-0,9	1,1	-1,5
Mali	1990–1995	6,7	-1,8	0,0	2,6	0,0
Lesotho	1995–2000	6,6	-6,5	3,5	2,9	1,2
Madagascar	1990–1995	4,5	-1,9	-0,7	0,1	-2,6
Burundi	1990–1995	4,1	-1,5	-1,3	-2,6	-4,9
Rép.-Unie de Tanzanie	1995–2000	2,3	-0,2 ^d	1,6	3,9	1,3
Yémen	1995–2000	1,0	-0,5 ^d	4,4	5,6	2,6
Diminution des exportations et accroissement de la consommation privée par habitant						
Togo	1995–2000	-0,1	2,6	-1,9	1,9	-1,0
Mauritanie	1995–2000	-0,8	0,9	3,9	4,1	0,9
Gambie	1990–1995	-4,1	0,2	-3,0	2,1	-1,5
Burkina Faso	1990–1995	-4,8	0,5	-1,3	4,2	1,8
Diminution des exportations et de la consommation privée par habitant						
Sénégal	1990–1995	-0,2	-1,6	-0,1	1,3	-1,2
Niger	1990–1995	-0,8	-1,5	-0,4	0,4	-2,9
Sao Tomé-et-Principe	1990–1995	-1,4	-4,3	0,9	1,5	-1,2
Tchad	1995–2000	-2,5	-0,3	1,6	3,5	0,7
Togo	1990–1995	-2,9	-12,4	-0,2	-1,0	-3,4
Comores	1995–2000	-4,1	-1,1	-2,0	1,3	-1,2
Érythrée	1995–2000	-10,9	-8,5 ^d	6,2	2,1	-0,6
Sierra Leone	1990–1995	-11,2	-3,8	-9,3	-5,6	-7,9
République dém. du Congo	1990–1995	-15,3	-11,5	0,1	-8,0	-11,1
Rwanda	1990–1995	-24,9	-1,7	-4,9	-12,1	-7,2
Sierra Leone	1995–2000	-47,0	-10,5	1,4	-5,1	-7,1

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM; et Heston, Summers et Aten (2002).

^a En dollars PPA de 1985 sauf indication contraire.

^b Le ratio RIDF/PIB correspond au rapport des ressources intérieures disponibles pour financement au PIB, à savoir (PIB – consommation des ménages) % PIB. Les calculs sont fondés sur des données exprimées en unités monétaires locales constantes.

^c 1990–1994.

^d En unités monétaires locales constantes.

même, dans les cas où la majorité de la population a un niveau de consommation équivalant *grosso modo* au minimum vital, le fait que la consommation privée diminue en pourcentage du PIB ne fera qu'ajouter à la précarité de sa situation. En fait, cette précarité peut freiner le processus d'expansion des exportations ainsi que la mobilisation des ressources intérieures. L'évolution observée en Gambie au début des années 80 en est un exemple: la diminution brutale de la part de la consommation privée dans le PIB et l'augmentation concomitante du ratio RIDF/PIB sont allées de pair avec une croissance rapide des exportations. Cependant, la consommation privée par habitant ayant également reculé, le processus s'est enrayé en 1984.

Les pays très pauvres peuvent afficher à la fois un accroissement des exportations, une diminution de la part de la consommation privée dans le PIB et une hausse du ratio RIDF/PIB, ainsi qu'une progression de la consommation privée moyenne par habitant. Cependant, il est préoccupant de constater que, sur les 19 cas d'expansion des exportations assortie d'une réduction de la pauvreté pour lesquels des données sur le ratio RIDF/PIB sont disponibles, quatre seulement se caractérisent par une forte mobilisation des ressources intérieures, se traduisant par une progression du ratio RIDF/PIB de plus de 1,5 point de pourcentage par an. Les exportations, la mobilisation des ressources intérieures (à des degrés divers) et la consommation privée par habitant ont progressé dans deux PMA seulement — à savoir le Bangladesh et le Bénin — tant en 1990-1995 qu'en 1995-2000. Une configuration aussi favorable apparaît en Ouganda dans la première période, en Guinée, au Malawi, au Mozambique et au Rwanda, dans la seconde.

En résumé, il semble très difficile de parvenir à la fois à une croissance soutenue des exportations et à une réduction de la pauvreté dans les pays les plus démunis. Un effort de mobilisation des ressources intérieures peut contribuer à soutenir la croissance des exportations, mais réduit d'autant les ressources disponibles pour assurer un niveau de consommation correspondant au minimum vital, ce qui est très difficile dans une situation de pauvreté généralisée. Si les ressources intérieures sont excessivement mises à contribution, l'expansion des exportations risque de tourner court car des ressources devront être réaffectées à la consommation. Lorsque l'expansion des exportations est étroitement liée à une progression du PIB par habitant, il se peut qu'elle aille de pair avec une diminution de la part de la consommation dans le PIB et un accroissement de la consommation moyenne par habitant. Cependant, si le lien commerce-croissance est fragile, ce qui est le cas dans de nombreux PMA, il sera particulièrement difficile de concilier la mobilisation des ressources intérieures et la réduction de la pauvreté. L'apport de ressources extérieures peut grandement contribuer à réduire un tel dilemme. Si elles favorisent des investissements efficaces et le développement des exportations, il sera nettement plus facile de faire en sorte que la croissance des exportations s'accompagne d'une réduction de la pauvreté et d'éviter que le commerce ait un effet appauvrissant.

Si le lien commerce-croissance est fragile, ce qui est le cas dans de nombreux PMA, il sera particulièrement difficile de concilier la mobilisation des ressources intérieures et la réduction de la pauvreté.

F. Conclusion

Comme on l'a vu dans ce chapitre, trois éléments essentiels font que le commerce international ne contribue guère à réduire la pauvreté dans les PMA: de mauvais résultats commerciaux, la fragilité des liens entre le commerce et la croissance, et le fait que le développement des exportations est associé à une forme de croissance économique ne profitant pas aux pauvres.

En premier lieu, si la relation entre le commerce et la pauvreté s'est désagrégée, cela tient à une raison bien simple, à savoir que les résultats commerciaux de certains PMA ont été insuffisants pour stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté. Ce problème a tout particulièrement touché les PMA tributaires de produits de base. Ils ont subi une importante déperdition de ressources en raison de la baisse des prix de ces produits et également parce qu'ils ont perdu des parts de marché. Ce dernier phénomène a été particulièrement prononcé pour les exportations de denrées alimentaires et les minéraux, minerais et métaux, mais l'a moins été pour les matières premières d'origine agricole. Les PMA gagnent des parts de marché dans certains produits primaires, mais ceux-ci occupent généralement des marchés peu dynamiques. La croissance poussive et erratique des exportations s'est accompagnée d'un alourdissement de l'endettement extérieur et de la mise en place d'un système alliant l'aide et le service de la dette, qui a amoindri l'efficacité de l'aide du point de vue du développement.

L'amélioration des résultats commerciaux est une condition nécessaire pour échapper à ce piège complexe de la pauvreté. Mais l'augmentation des exportations ne se traduit pas nécessairement par un recul de la pauvreté.

L'amélioration des résultats commerciaux est une condition nécessaire pour échapper à ce piège complexe de la pauvreté. Cependant, l'expérience des années 90 — période durant laquelle le commerce de nombreux PMA, y compris des pays exportateurs de produits de base, a affiché de meilleures performances — montre que la relation entre le commerce et la pauvreté est asymétrique. Si la baisse des exportations s'accompagne presque toujours d'une recrudescence de la pauvreté, leur augmentation ne se traduit pas nécessairement par un recul de ce fléau.

En utilisant l'évolution de la consommation privée par habitant comme indicateur supplétif de l'évolution de l'incidence de la pauvreté à 1 dollar par jour et à 2 dollars par jour, et en analysant les tendances qui se dessinent dans les PMA dans les deux moitiés des années 90, l'on constate que, dans un tiers des cas de croissance des exportations, le commerce a un effet appauvrissant. En l'occurrence, en même temps que les exportations augmentent, la consommation privée moyenne par habitant diminue de plus de 1 % par an. Certains éléments font apparaître une légère amélioration de la relation commerce-pauvreté durant la décennie en ce sens qu'il y a eu plus souvent un accroissement conjoint des exportations et de la consommation privée moyenne par habitant pendant la période 1995-2000 que pendant la période 1990-1995. Mais il n'y a pas de rapport significatif, du point de vue statistique, entre la croissance des exportations et l'évolution de la consommation privée par habitant dans l'une ou l'autre de ces périodes. En outre, la croissance des exportations est associée à une progression de la consommation privée par habitant supérieure à 1 % par an durant les deux périodes dans trois PMA seulement. Un recul de la pauvreté est envisageable dans les PMA si le niveau moyen de la consommation privée par habitant augmente de façon sensible et durable. Or, dans la plupart des cas, la croissance des exportations n'a pas eu cet effet.

À cet égard, la deuxième raison pour laquelle la relation entre le commerce et la pauvreté s'effrite tient à la fragilité des liens entre le commerce et la

croissance. Pour les PMA, l'effet des exportations sur l'offre d'importation est un mécanisme important par lequel la croissance des exportations influe de façon positive sur la croissance de la production. La croissance des importations est, de fait, plus intimement liée à celle de l'investissement dans les PMA que dans d'autres pays en développement. Cela laisse entrevoir la possibilité d'un rapport étroit entre l'investissement et les exportations — l'augmentation de celles-ci permettant une augmentation des importations qui, à son tour, permet un accroissement des investissements dans l'économie nationale, lequel entraîne une accélération de la croissance économique. Cependant, dans la pratique, les liens entre croissance des exportations et croissance de la production sont relativement plus fragiles dans les PMA que dans d'autres pays en développement. Dans les années 90, quel que soit le taux de croissance des exportations, la production a moins augmenté dans les PMA.

Il semble qu'il manque deux maillons dans la relation entre exportations, importations, investissements et croissance économique. D'une part, la capacité d'importation a progressé beaucoup moins vite que les exportations dans les années 90, sans doute à cause de la diminution des apports d'aide et des changements survenus dans les obligations au titre du service de la dette contractuelle. D'autre part, l'augmentation des investissements dans les PMA n'est pas aussi étroitement liée à l'accélération de la croissance économique que dans les autres pays en développement. Le commerce international ne peut contribuer à réduire la pauvreté dans les pays où le volume et l'efficacité de l'investissement ne sont pas suffisants pour étayer une croissance économique soutenue. Comme l'a montré l'analyse du *Rapport 2000 sur les pays les moins avancés*, les principales raisons de la dislocation de la relation investissement-croissance sont la faiblesse de l'entrepreneuriat local, la forte dépendance des mécanismes budgétaires centralisés et des processus d'accumulation des PMA à l'égard de l'aide, et l'endettement extérieur. Pour que le commerce puisse contribuer davantage à la réduction de la pauvreté dans les PMA, il est indispensable de favoriser l'éclosion d'un entrepreneuriat local axé sur les activités productives, d'accroître le montant et l'efficacité de l'aide et de trouver une solution durable au problème de la dette. Si ces conditions ne sont pas remplies, il n'est guère probable que la synergie entre l'investissement et les exportations devienne suffisamment solide pour contribuer à une croissance économique soutenue.

Des taux élevés d'accroissement de la population signifient également qu'il faut parvenir à des taux de croissance des exportations plus élevés pour faire en sorte que la production progresse à un rythme suffisamment rapide qui permettra d'accroître le PIB par habitant. Parmi les PMA, le PIB par habitant diminue presque toujours dans les pays où les exportations sont en baisse et s'accroît dans la quasi-totalité des cas où les exportations augmentent de plus de 5 % par an. Entre ces deux cas de figure, lorsque les taux de croissance des exportations sont positifs mais restent inférieurs au seuil de 5 % par an, l'on se trouve dans une «zone d'ambiguïté». Dans cette zone, la croissance des exportations peut s'accompagner d'une hausse ou d'une baisse du PIB par habitant. De fait, dans les PMA, la relation entre la croissance des exportations, la croissance de la production et les taux d'accroissement de la population est telle qu'il est plus probable que l'expansion des exportations s'accompagne d'une baisse du PIB par habitant si les taux de croissance réels des exportations sont positifs, mais inférieurs au seuil de 5 %.

La troisième raison pour laquelle le lien entre le commerce et la pauvreté est en train de se défaire, c'est que l'essor des exportations ne s'accompagne pas d'une forme de croissance économique susceptible de réduire la pauvreté. On

Le commerce international ne peut contribuer à réduire la pauvreté dans les pays où le volume et l'efficacité de l'investissement ne sont pas suffisants pour étayer une croissance économique soutenue.

ne dispose pas de données suffisantes pour en dégager des conclusions générales quant au caractère solidaire (inclusif) ou non de la croissance économique. Certains éléments donnent à penser que le commerce tend à avoir un effet appauvrissant dans les PMA où les inégalités sont très marquées. Cependant, cette question devra faire l'objet d'études de cas plus approfondies tenant compte des liens entre le commerce et l'emploi. Deux importantes constatations ont néanmoins été faites dans ce chapitre en ce qui concerne la forme de la croissance.

Premièrement, l'accroissement des exportations est d'autant plus susceptible de s'accompagner d'une réduction de la pauvreté que l'économie connaît un mode de croissance équilibré, dans lequel l'augmentation de la demande intérieure représente, du côté de la demande, la principale composante de la croissance économique, mais où la croissance des exportations apporte également une contribution appréciable à l'ensemble du processus. Dans les années 90, c'est dans des pays où le remplacement des importations contribuait le plus à la croissance économique, ainsi que dans ceux où l'expansion des exportations apportait la principale contribution du côté de la demande, que les liens commerce-pauvreté étaient les moins favorables.

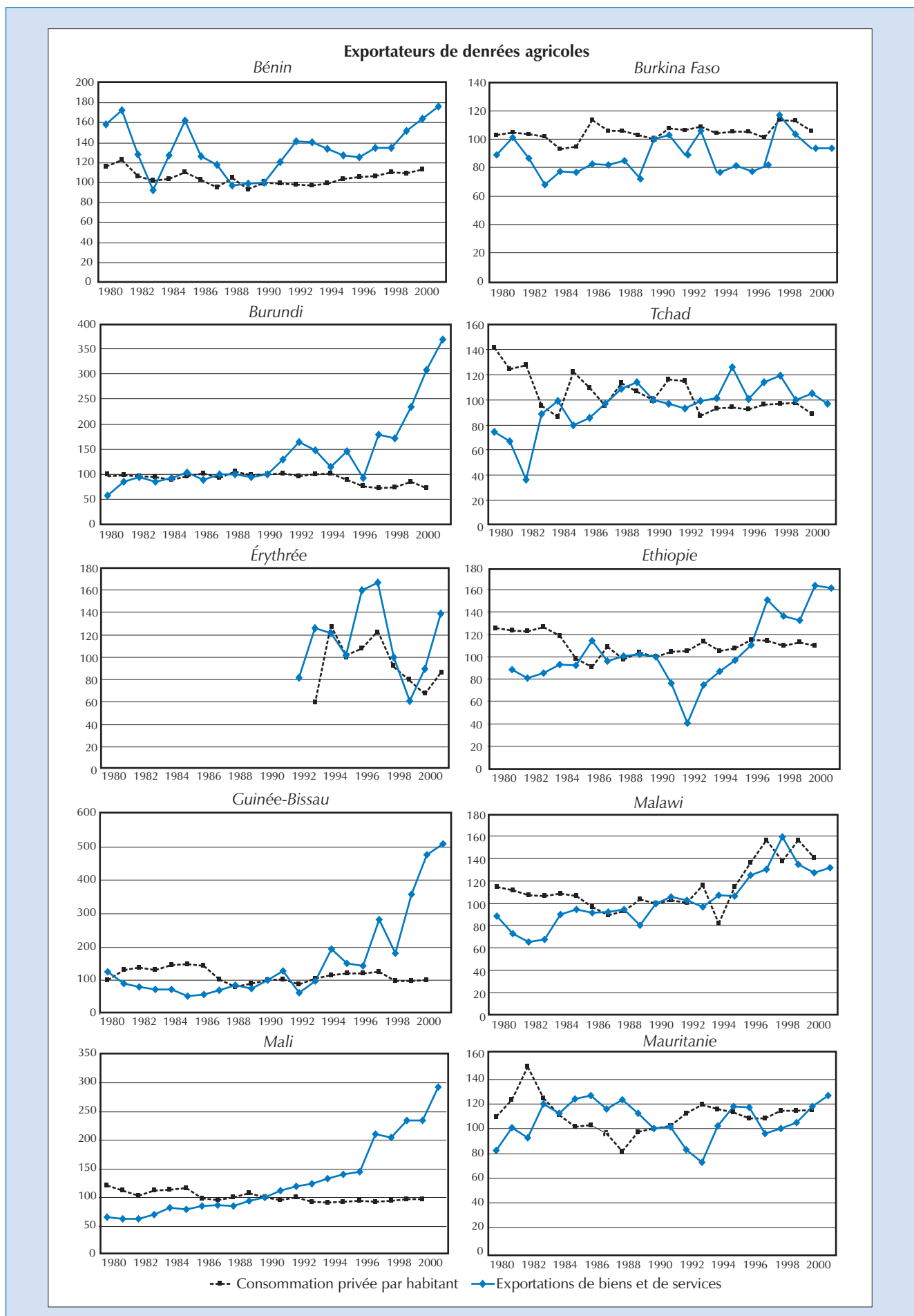
L'octroi de ressources extérieures peut jouer un rôle majeur en permettant aux PMA à la fois de développer leurs exportations, de mobiliser davantage leurs propres ressources et de réduire la pauvreté.

Deuxièmement, la relation commerce-pauvreté se dégrade en partie à cause des efforts de mobilisation des ressources intérieures liés à l'expansion des exportations. Dans les deux tiers des cas où le commerce a eu un effet appauvrissant et où les exportations ont augmenté sans réduction concomitante de la pauvreté dans les PMA au cours des périodes 1990-1995 et 1995-2000, les ressources intérieures ont été davantage sollicitées et la part de la consommation privée dans le PIB a diminué. Mettre les ressources intérieures au service de l'expansion des exportations peut contribuer à la viabilité de la croissance si l'on procède à des investissements efficaces. Mais dans les pays très pauvres, où la consommation moyenne de la population équivaut à 1 dollar seulement par jour, il est rare que ce régime «d'austérité» n'entraîne pas une recrudescence de la pauvreté. En outre, si l'austérité liée au développement des exportations devient excessive, elle peut compromettre l'ensemble du processus de croissance.

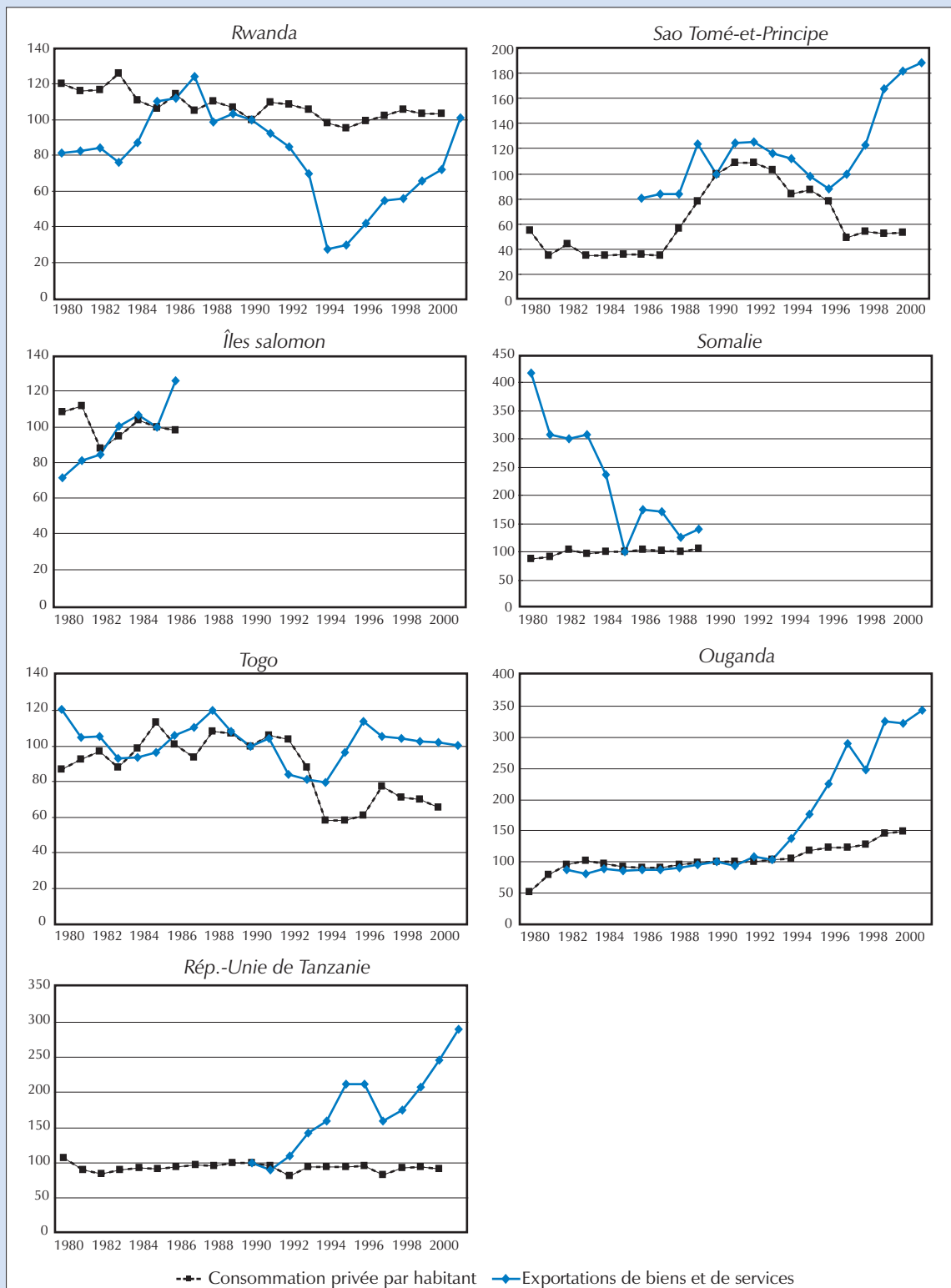
Les pays pauvres ont donc bien du mal à concilier la mobilisation des ressources intérieures, qui peut aider à dynamiser les exportations, et la réduction de la pauvreté. Le dilemme est moins cruel lorsque la misère n'est pas omniprésente et que le niveau moyen de la consommation privée par habitant est supérieur au minimum vital. De plus, l'incompatibilité entre les deux objectifs s'atténue quand les liens entre le commerce et la croissance sont plus étroits. Mais si l'augmentation des exportations s'accompagne d'une faible progression du PIB par habitant, comme c'est le cas dans de nombreux PMA, la situation est particulièrement délicate. L'octroi de ressources extérieures peut jouer un rôle majeur en permettant aux PMA à la fois de développer leurs exportations, de mobiliser davantage leurs propres ressources et de réduire la pauvreté.

Ces constatations ont d'importantes incidences sur le plan de la politique générale. Cependant, avant de les passer en revue, le chapitre suivant complète l'analyse de la relation entre le commerce et la pauvreté dans les PMA en examinant comment cette relation pâtit des conflits civils.

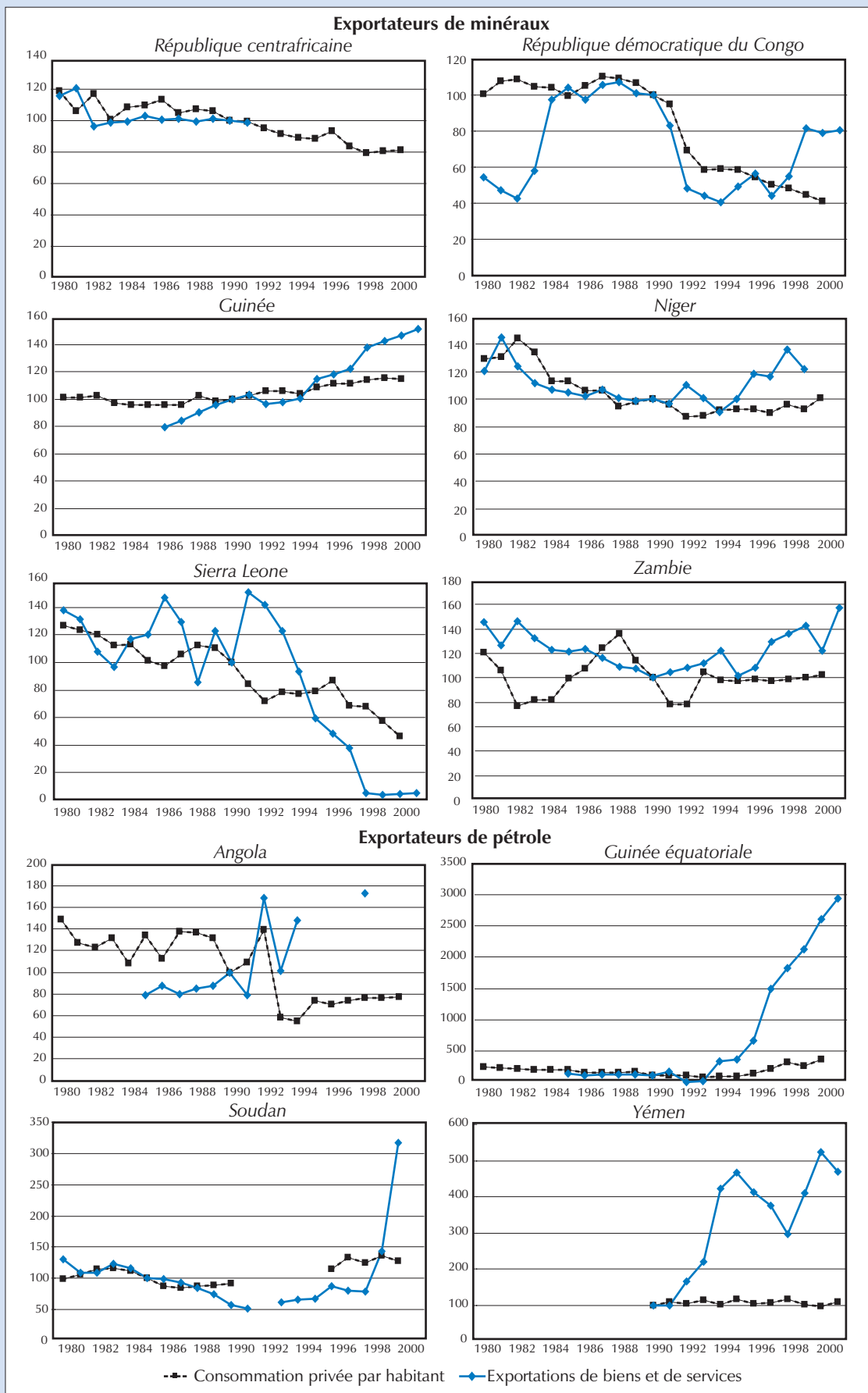
GRAPHIQUE 1 (ANNEXE). INDICES DES EXPORTATIONS RÉELLES ET DE LA CONSOMMATION PRIVÉE RÉELLE PAR HABITANT, 1980-2001
(Année de base 1990 = 100)



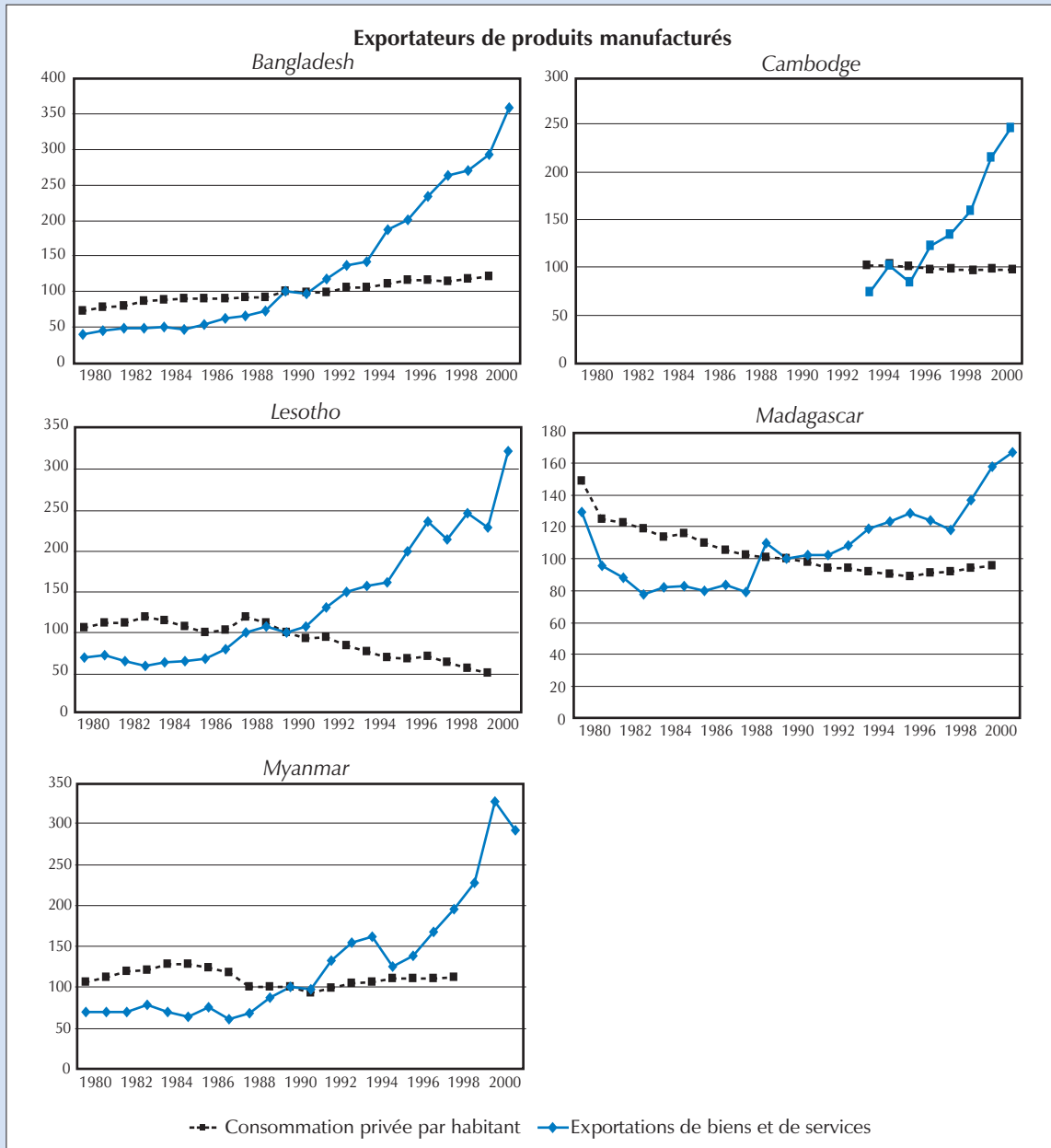
Graphique 1(annexe) (suite)



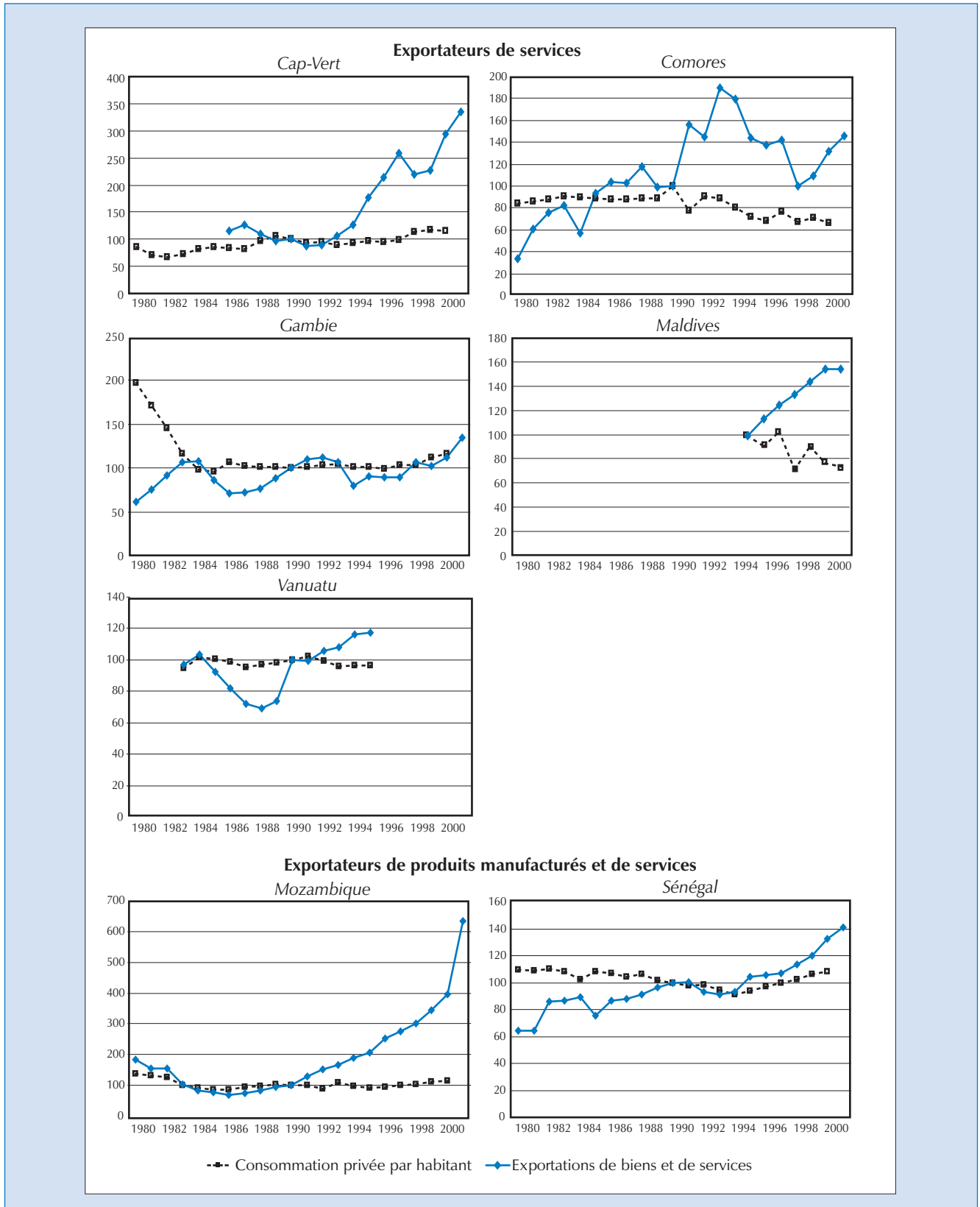
Graphique 1(annexe) (suite)



Graphique 1(annexe) (suite)



Graphique 1(annexe) (fin)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM; et Heston, Summers et Aten (2002).

Note: L'indice des exportations réelles de biens et de services a été calculé sur la base de données sur les exportations exprimées en unités monétaires locales constantes. L'indice de la consommation privée réelle par habitant est dérivé de données exprimées en dollars PPA de 1985, sauf pour le Cambodge, l'Érythrée, les Îles Salomon, les Maldives, la Somalie et le Soudan. Pour ces pays, l'indice de la consommation privée réelle par habitant a été calculé sur la base de données en unités monétaires locales constantes, car on ne disposait pas de données en dollars PPA de 1985. L'année de référence est 1990 pour tous les PMA sauf le Cambodge (1995), l'Érythrée (1995), les Îles Salomon (1985), les Maldives (1995), la Somalie (1985) et le Soudan (1985). Aucune donnée disponible pour l'Afghanistan, le Bhoutan, Djibouti, Haïti, le Libéria, le Népal, la République démocratique populaire lao, le Samoa ou Tuvalu.

Notes

- 1 Voir la deuxième partie, chap. 3 et 4.
- 2 Selon la Classification type pour le commerce international (CTCI), les articles manufacturés correspondent aux indicatifs 5 à 8, moins la division 68.
- 3 Tout au long de ce chapitre, les PMA sont classés en fonction de la spécialisation de leurs exportations à la fin des années 90, comme suit: 1) exportateurs de produits primaires hors pétrole, dont i) exportateurs de denrées agricoles et ii) exportateurs de minéraux; 2) exportateurs de pétrole; et 3) exportateurs d'articles manufacturés et/ou de services. Dans le cas de ces derniers, la structure de leurs exportations s'est en règle générale transformée au cours des 20 dernières années, à savoir que la proportion des produits primaires dans les exportations totales a diminué (en valeur relative ou en valeur absolue) et que les activités de fabrication ou celles de service sont devenues les principales activités d'exportation.
- 4 Pour un examen des résultats commerciaux des pays de l'Afrique subsaharienne, qui met en évidence des constatations analogues, voir Ng et Yeats (2000).
- 5 Calculs fondés sur les *Indicateurs du développement dans le monde 2003* de la Banque mondiale, CD-ROM. Les calculs ont été effectués d'après les exportations de biens et de services consignées dans la balance des paiements. La part des exportations des PMA dans les exportations mondiales de 1980 (0,91 %) a été appliquée à la valeur des exportations mondiales de 2001. Le manque à gagner correspond à la différence entre la part effective des PMA dans les exportations mondiales de 2001 et leur part hypothétique dans ces mêmes exportations.
- 6 En 2003, les seuls PMA exportateurs de produits primaires autres que le pétrole qui avaient un endettement excessif étaient le Bhoutan, l'Érythrée, les Îles Salomon et Kiribati.
- 7 Ces trois composantes sont définies par le biais de l'équation suivante:

$$(Y_t - Y_{t-1}) = \alpha_{t-1}(D_t - D_{t-1}) + (\alpha_t - \alpha_{t-1})S_t + \alpha_{t-1}(X_t - X_{t-1})$$

Accroissement du PIB	Contribution de la demande intérieure	Contribution du remplacement des importations	Contribution de l'effet des exportations
-------------------------	---------------------------------------------	-----------------------------------------------------	------------------------------------------------

Où: Y = PIB, D = demande intérieure (= Y+M-X), S = offre totale (= Y+M), X = exportations totales de biens et de services (fab), M = importations totales de biens et de services (caf) α = PIB en tant que part de l'offre totale (Y/S), t = dernière année de la période, t-1 = première année de la période. Voir Morley et Vos (2000).
- 8 Les ratios sont calculés sur la base de valeurs en dollars constants de 1995 et représentent des moyennes pondérées.

Bibliographie

- Banque mondiale (2000), *Can Africa Claim the 21st Century*, Washington, DC.
- Bhalla, S.S. (2002). *Imagine There is no Country: Poverty, Inequality, and Growth in the Era of Globalization*, Institute for International Economics, Washington, DC.
- Chenery, H.B. (1979). *Structural change and development policy*, Oxford University Press, Oxford, New York.
- CNUCED (2002). *Les pays les moins avancés. Rapport 2002. Échapper au piège de la pauvreté*, publication des Nations Unies, numéro de vente: F.02.II.D.13, New York et Genève.
- David, M. et Herrmann, M. (2002). Recent price changes in primary commodities, 1998-2000: Implications for least developed countries, document de travail établi pour le *Rapport 2002 sur les pays les moins avancés*, Genève.
- Deaton, A. (2003). Measuring poverty in a growing world (or measuring growth in a poor world)(http://www.wws.princeton.edu/%7Erpds/downloads/deaton_measuringpoverty_204.pdf).
- Heston, A., Summers, R. et Aten, B. (2002). Penn World Table version 6.1, Center for International Comparison, Université de Pennsylvanie (CICUP), octobre 2002.
- Karshenas, M. (2004). Global poverty estimates and the millennium goal: Towards a unified framework, ILO Employment Strategy Papers 2004/5.
- Morley, S. et Vos, R. (2000). Export-led economic strategies: Effects on poverty, inequality and growth in Latin America and the Caribbean — research methodology, document ronéotypé.
- Ng, F. et Yeats, A. (2000). On the recent trade performance of Sub-Saharan African countries: Cause for hope, or more of the same? Banque mondiale, série de documents de travail 22697, Washington, DC.
- PNUD (2003). *Rapport mondial sur le développement humain 2003*, Economica, Paris.
- Prichett, L. (2003). Who is not poor? Proposing a higher international standard for poverty Centre for Global Development, Working Paper 33, Washington, DC.
- Ravallion, M. (2003). Measuring aggregate welfare in developing countries: How well do national accounts and surveys agree, *Review of Economics and Statistics*, 85 (3): 645-52.
- Vos, R., Morley, S., Enrique, G. et Sherman, R. (2004, à paraître). *Does Trade Liberalization and Export-led Growth Help Reduce Poverty? Success and Failure in Latin America in the 1990s*, Edward Elgar, Royaume-Uni.
- Wuyts, M. (2003). Terms of trade, wage goods and the working poor: reflections on economic development and trade integration, based on the Tanzanian experience, document de travail établi pour le *Rapport 2004 sur les pays les moins avancés*.